

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

"Information" à la Reagan :

QUI CROIRE ?

Pour que le respectable *New York Times* pose ouvertement la question, et juge "la crédibilité du gouvernement US mise en cause", il faut que l'affaire soit sérieuse ! Elle l'est en effet et le journal ne mâche pas ses mots : "Les lecteurs américains vont penser qu'ils apprennent plus la vérité de Managua que de Washington, car leur gouvernement - comme il l'a montré dans le récent cas de la Libye - pratique la désinformation." Le *Washington Post* vient de révéler que la Maison Blanche a décidé, le 14 août dernier, de faire croire à une nouvelle attaque terroriste de Kadhafi justifiant un nouveau raid US sur la Libye et un coup d'Etat, afin d'effrayer le dirigeant libyen. L'amiral Poindexter, chargé de cette opération d'intox (reprise par la presse, à commencer par le *Wall Street Journal*), admettait lui-même que, selon ses services d'information, Kadhafi n'entreprendait rien. Mais, emportés par leur propre campagne d'intox, Reagan, Schulz et Casey (directeur de la CIA) ont insisté pour diffuser la fausse nouvelle.

A peine une semaine plus tard, un pilote américain, Eugene Hasenfus, est capturé vivant lorsque son avion C-123, chargé de matériel militaire destiné à la contra, est abattu au-dessus du territoire du Nicaragua. Hasenfus est un ancien "marine", engagé par une compagnie privée de Miami, la Southern Air Transport, connue pour son étroite collaboration avec la CIA. Basé au Salvador, il travaillait avec un exilé cubain, Max Gomez, placé là sur intervention du conseiller de sécurité du vice-président Bush, Donald Gregg. Hasenfus a lui-même expliqué que Gomez était payé par la CIA. La participation directe de la CIA et d'agents américains à la guerre d'agression contre le Nicaragua n'est d'ailleurs pas niée par Elliott Abrams, secrétaire assistant, qui explique gentiment : "L'engagement d'anciens agents de la CIA dans les vols de ravitaillement à la contra n'est pas étonnant, car il s'agit finalement de chercher des hommes de confiance." (NZZ, 13 octobre 1986)

Mais l'administration Reagan dément. "Ce sont des citoyens privés", répète George Schulz. On sait en effet que de multiples organismes privés, comme la Ligue anticommuniste mondiale du général US en retraite John Singlaub, fournissent depuis des années l'aide à la contra au service direct de la CIA. Or le gouvernement a toujours nié toute participation directe aux opérations de la contra et a même obtenu le vote des 100 millions de dollars de cet été sous la garantie qu'aucun Américain n'interviendrait sur place. Les faits sont cependant là : en Libye comme au Nicaragua, Reagan pratique ouvertement l'intox comme l'une des armes de sa guerre d'agression.

Madame l'ambassadrice américaine en Suisse, Faith Ryan Whittlesey, s'est défendue à la *Weltwoche* (18 septembre 1986) en disant : "Nous essayons d'expliquer ce que nous faisons dans le monde." Elle ne croyait pas si bien dire ! De *La Prensa* au Nicaragua à la grande presse internationale, Reagan et ses diplomates font, en grand, dans la manipulation des médias. On saura décidément qui croire.

La Brèche

PROGRAMME D'ARMEMENT
ET BUDGET MILITAIRE :

La foire aux milliards



REPORTAGE AUX PHILIPPINES :

LE SUCRE AMER DE NEGROS

LAUSANNE : NON AU FLON !

Au suivant, au suivant... La politique d'urbanisme de la Municipalité de Lausanne a reçu le 12 octobre un nouveau désaveu retentissant de la part de la population.

L'enjeu était la pièce maîtresse de l'aménagement futur du centre de Lausanne: la vallée du Flon, qui est un vaste quartier en plein cœur de la ville occupé pour l'instant essentiellement par des bureaux et des petites entreprises industrielles. Les terrains appartiennent à la Compagnie Immobilière Lausanne - Ouchy SA qui les avait d'ailleurs reçus gratuitement (!) de la Ville de Lausanne au XIX^e siècle.

La Municipalité proposait à la population d'accepter un plan d'aménagement dont la ligne directrice était des plus simples: garantir au promoteur immobilier le rendement maximum de ses terrains. Cela aurait signifié concrètement la construction d'un centre commercial gigantesque, 2000 places de parc et un accroissement de la circulation automobile, le renoncement à des logements au profit de bureaux et de locaux industriels.



photo la brèche

Une action d'ASV contre l'aménagement de la vallée du Flon.

La majorité de la population (54,7 o/o) a dit NON à ce projet et a ainsi suivi le comité d'opposition (regroupant notamment le PS, ASV, le POP et le GPE) qui réclamait que la priorité soit au contraire donnée aux transports publics et à l'aménagement d'un quartier vivant, où soient créés des logements et des lieux d'animation publics.

Ce rejet d'un plan d'urbanisme proposé par la Municipalité est le troisième en trois ans. Chaque fois la confrontation a vu s'opposer le Municipal libéral Meylan qui avait concocté un plan sur mesure pour le promoteur concerné et celles et ceux qui veulent défendre la qualité de vie des Lausannois.

Alternative socialiste verte (ASV, qui regroupe des membres du PSO, d'Alternative démocratique et des indépendants) a estimé que ce nouveau désaveu public devrait enfin pousser M. Meylan à tirer les conséquences politiques de ces votations et à démissionner. On attend...

correspondant

CONTRE LE RACISME DEPUIS 1984

En plus de l'importante mobilisation du MODS (Mouvement pour une Suisse ouverte, démocratique et solidaire) dont nous avons rendu compte dans le dernier numéro de *La Brèche*, une série d'autres actions anti-racistes et contre le démantèlement du droit d'asile sont menées depuis 1984. Depuis cette date en effet les requérants d'asile, en particulier les Turcs et les Tamouls, sont devenus la cible privilégiée de toute l'extrême droite, de la droite xénophobe et même de certains porte-parole du mouvement ouvrier. Face à la dégradation du droit d'asile, de nombreuses personnes cependant se sont mobilisées. Voici un court rappel, incomplet, de ces activités dans lesquelles le PSO, notamment, a engagé ses forces.

— 23 juin 1984: 400 personnes manifestent à Zurich avec pour slogan: "La barque est pleine de capitaux en fuite, non pas de réfugiés."

— Été-automne 1984: l'Action contre le refoulement des requérants de Heidi et Peter Zuber d'Ostermundigen est rendue publique.

— Octobre 1985: le comité asile de Zurich est fondé ainsi que dans de nombreuses autres villes. Début de la défense des réfugiés chiliens de Seebach.

— Mars 1986: 6000 personnes manifestent sur la Place fédérale à Berne pour la défense du droit d'asile; 4 mars, des Tamouls manifestent à Berne; 25 mars: 2000 personnes à Genève.

— 19 avril 1986: 700 Tamouls en cortège à Berne soutenus par 300 Suisses.

— 30 août 1986: 300 personnes à la fête zougoise d'Être solidaires.

— Durant cette période, diverses listes électorales unitaires, auxquelles participe le PSO, à Genève, Zurich, Berne, Vaud et Fribourg mettent un poids important sur la défense du droit d'asile et contre le racisme et la xénophobie.

— Été 1986: le MODS commence ses activités qui culminent avec le rassemblement sur la Place fédérale à Berne le samedi 27 septembre (7000 personnes); aboutissement du référendum contre la révision de la loi sur l'asile.

S'ajoutent encore à cette liste une série d'actions locales (à Lausanne ou Genève) pour des refuges protégés du renvoi des requérants refusés. L'ensemble de ces activités soulignent la permanence d'une réelle opposition contre le démantèlement du droit d'asile et toutes les manifestations racistes ou xénophobes en Suisse. Affaire et activités à suivre donc.

GENÈVE : LA CONTRA CONTRÉE

Les 6 et 7 octobre devaient marquer une étape dans l'offensive de propagande de la contra en Europe: un colloque était organisé à Genève, avec des invités et participants prestigieux (cf. *La Brèche*, No 371). Dans des délais très courts, la solidarité organisait la riposte:

— conférence de presse, solidement argumentée et largement soutenue (syndicats, commissions tiers monde des Eglises, associations pour les droits de l'homme, etc...);

— piquet permanent de protestation devant le colloque, avec les familles Dèmierre et Fieux (coopérants suisse et français assassinés par la contra);

— manifestation le lundi soir avec 200 participants.

Au bilan, on peut parler d'échec pour la contra: la participation au colloque a été réduite, et très typée politiquement à l'extrême droite. On remarquera en particulier la discrétion des personnalités suisses soutenant la contra. Dans les médias, nos dénonciations des assassins de Maurice, Yvan et Joël ont été généralement bien perçues, et le colloque n'a pas été l'événement médiatique qu'espéraient ses promoteurs, quelque aigreur qu'aient pu en concevoir les plumitifs à la Bruggmann (cf. *Tribune de Genève*, 8 octobre 1986).

Il faut noter enfin qu'une frange de la contra est consciente de l'isolement, relatif, manifesté par ce colloque: le but de son offensive n'est pas de faire plaisir à l'extrême droite, mais d'isoler le Nicaragua, pour laisser les mains libres au gouvernement US, en amenant des secteurs, telle la social-démocratie, à retirer tout soutien, et en semant le doute à l'intérieur de la solidarité sur la justesse de la cause défendue. Et pour cela, il n'est nul besoin de présenter les contras comme des petits saints: que s'impose largement l'idée "Sandinistes - Contras, tous totalitaires, ne nous en mêlons pas" et le but est atteint. Nul miracle donc si Cruz ou Gonzales en viennent à parler des violations des droits de l'homme par la contra. A noter toutefois que ces passages n'ont guère été repris par la grande presse...

Une première escarmouche donc en faveur de la solidarité. Mais, n'en doutons pas, d'autres se préparent...

correspondant



SOMMAIRE

EDITORIAL

"Information" à la Reagan: Qui croire? 1

POLITIQUE

Le PSO espionné: le retour de Cincera 3

Programme d'armement, référendum sur les dépenses militaires et GSoA: L'année de tous les dangers 3

Avoirs de Marcos en Suisse: La guerre des nerfs est engagée 8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

8

abonnez-vous

Abonnements à *La Brèche* :

une année, enveloppe ouverte 55.-

une année, enveloppe fermée 65.-

une année, étranger (Europe) 80.-

abonnement de soutien 100.-

abonnement d'essai (7 num.) 13.-

(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucau

1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bière 4, 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02

3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

GENÈVE

MANIFESTATION

Le Nicaragua doit vivre
samedi 1er novembre 86

départ, 14h30,

place Neuve

parcours jusqu'à la

Mission des USA

org. : SLP, SSP, FOBB,

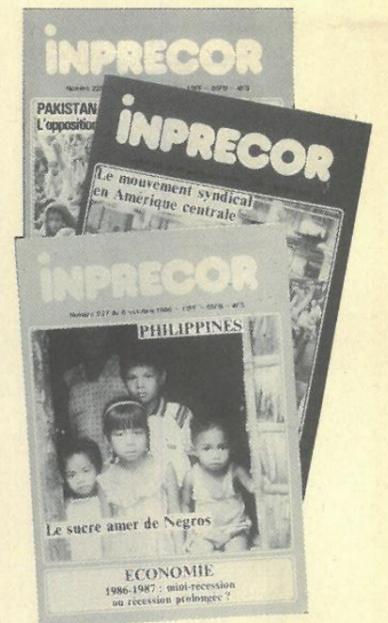
USL, UPTT-tél.,

USCG, SIT, CRT

soutenue par plus de
20 autres organisations

URGENT !

L'imprimerie CEDIPS à Lausanne cherche pour entrée immédiate ou à convenir un employé d'imprimerie, même non qualifié, ayant au moins une expérience dans l'industrie, pour travaux offset ou repro/montage selon convenance. Nombreuses possibilités de formation sur place. Téléphonez aux heures de bureau : (021) 36 95 18 ou le soir, chez Tristan : (021) 26 64 43.



INPRECOR, revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IV^e Internationale. En vente dans nos locaux.

CAMPAGNE FORMATION PROFESSIONNELLE

La votation est passée, mais les factures demeurent. Et, comme chacun le sait, la démocratie coûte fort cher en Helvétie. Rien que la pose d'affiches pour la votation nous revient à au moins 40'000 francs. Nous ne sommes pas financés par des officines patronales ou autres banquiers. Aussi avons-nous besoin de votre aide financière.

Versez vos dons au
CCP 80 - 31 368 Zurich
Comité d'action.

Le PSO espionné:

LE RETOUR DE CINCERA

Il y a dix ans, les sombres activités du radical Cincera faisaient la une de l'actualité. Ce triste sire avait organisé une officine privée d'espionnage chargée de débusquer le "subversif" partout où il se "cachait", et de le dénoncer. Aujourd'hui, il remet ça. Sa cible? Le PSO et ses activités en faveur de l'initiative GSoA (Pour une Suisse sans armée).

L'organisation "cincériste" a publié le 1er septembre dans *Info + CH* - dix jours avant le dépôt de l'initiative GSoA - un article intitulé: "Le rôle du PSO dans le GSoA". Outre de courtes informations sur l'histoire et l'organisation du PSO, 42 prétendus membres de ce parti sont cités nommément ainsi qu'un texte de discussion du comité central concernant la campagne GSoA. La décision du PSO de participer activement et solidairement dans les groupes GSoA et de garantir un quart des signatures nécessaires s'est révélée entre temps fort utile pour l'aboutissement de l'initiative. Mais dans la mentalité policière "cincériste" ce soutien politique se transforme en "subversion du GSoA" et "abus de l'égard d'autres militants de gauche". Inutile d'insister sur l'aspect primaire de ce genre de jugement, typique de mouchards en mal de "meneurs". Mais ces flics par vocation peuvent et veulent nous créer bien des ennuis. La publication de la liste des gens soi-disant membres du PSO, dans un bulletin distribué à des responsables d'institutions ou des firmes intéressées, en fait foi. Leur unique but: provoquer des difficultés aux personnes ainsi dénoncées dans leur vie professionnelle ou auprès de leur entourage.

L'affaire devient encore plus "intéressante" lorsque l'on cherche quelle est la société éditrice de *Info + CH*. Il s'agit de Presdok SA dont voici les actionnaires:

- 50% des actions au zurichois Hans-Ulrich Helfer, diplômé de l'École de police zurichoise, ayant servi au commissariat criminel III de la police politique de la ville de Zurich (1976 à 1983), puis comme détective;
- 48% des actions à Urs Graf, également diplômé de la même école de police, brigadier au commissariat criminel III (1978 à 1979), puis travail temporaire chez Securitas;
- le 2% restant aux mains de Verena Helfer-Zaugg, la femme de Hans-Ulrich Helfer.

Ces personnages profitent donc de leur ancienne expérience et des liens qu'ils ont gardé auprès de leurs ex-collègues de la police politique zurichoise pour continuer sous un statut privé, donc avec une plus grande marge de manœuvre, leur sale besogne. A moins que la police zurichoise se soit elle-même aménagée une espèce de filiale privée... En tout cas les accointances avec des services de l'Etat sont probables.

Le Tribunal fédéral définit la liberté d'expression "comme un fondement de l'Etat démocratique". En réalité, ceux qui utilisent la liberté d'expression, celle qui dérange, sont espionnés, dénoncés, licenciés.

Pierre Sigerist



Programme d'armement, référendum sur les dépenses militaires et GSoA:

Le rêve des galonnés: beaucoup d'armes et l'intégration de la femme à l'armée...

Interfoto

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS

Pas contents les militaristes! Plusieurs échéances sont en effet devant nous: l'aboutissement de l'initiative GSoA (Pour une Suisse sans armée) a surpris bon nombre de commentateurs et de galonnés et souligne la permanence d'une opposition à la défense nationale; l'initiative du PS (Parti socialiste) qui réclame l'introduction du référendum pour les crédits d'armement. La droite bourgeoise entend bien éviter tout débat public sur ces questions. Et elle ne ménage pas ses pressions sur le PS afin qu'il retire son initiative.

Rappelons les glotonneries militaires. Le Leopard 2, ce char d'assaut dont la facture initiale s'élevait à six milliards, puis réduite, après maintes polémiques, à 3,4 milliards empochés en grande partie par le consortium Bührle-Contraves. Car derrière chaque achat d'armements, les patrons de la métallurgie et des machines pointent le porte-monnaie. Aujourd'hui, c'est le programme d'armement 1986, bien dans la tradition: à nouveau 1,52 milliard. Essentiellement pour l'acquisition (941 millions) de 310 chasseurs de char Piranha-TOW 2, construits par Mowag à Kreuzlingen (TG). S'ajoutent encore 590 autres millions pour divers "achats", tels trois hélicoptères Super-Puma, une nouvelle tenue de protection chimique et l'amélioration de l'arme individuelle antichar Dragon. Bref, la valse à milliards continue. Conseil national, en septembre, et Conseil des Etats en juin ont accepté à l'unanimité ces crédits d'armement. Le Soviet suprême n'est pas mieux discipliné! Fritz Reimann, porte-parole socialiste, donne même dans le zèle: "Le groupe socialiste apporte un soutien sans critique au programme d'armement" (NZZ, 25 septembre 1986).

Ces milliards s'inscrivent dans des plans qui, pour l'étape 1984-1987, prévoient 8,7 milliards de francs d'investissements militaires. Pour le reste, bon an mal an, le budget militaire tourne autour des 4,5 milliards¹. Cependant, le lobby militaire vise carrément 30 milliards de dépenses pour des acquisitions jusqu'en 1993!² L'appétit du DMF (Département militaire fédéral) n'est pas prêt de s'assouvir.

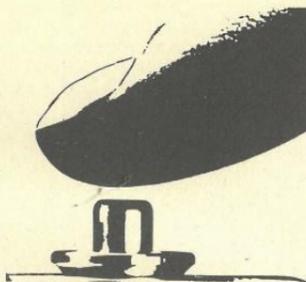
Sans armée et référendum

C'est dire l'opportunité des initiatives GSoA et pour le référendum en matière de crédits militaires, dans lesquelles le PSO s'est

fortement engagé. Ces initiatives rejoignent les aspirations du mouvement pour la paix qui a mobilisé, ces dernières années, plusieurs dizaines de milliers de personnes à Berne (en 1981 et 1983). Elles pourraient sans doute contribuer à revivifier le mouvement. Elles stimuleront en tout cas un débat large et public sur la défense nationale, son coût, à qui et à quoi elle sert. Une occasion pour manifester clairement notre opposition à la politique budgétaire et militaire du gouvernement, notre opposition à l'armée. Tous ceux et toutes celles qui se battent quotidiennement pour la paix, qui réclament une Suisse différente mettant ses ressources ailleurs que dans l'armement, qui militent "pour une Suisse solidaire et ouverte" doivent appuyer ces initiatives.

Le référendum sur les crédits militaires est un droit démocratique élémentaire pour un minimum de contrôle et de débat public sur l'ampleur des dépenses. A l'heure où l'écart entre dépenses militaires et besoins sociaux insatisfaits se creuse, où la boulimie du DMF se conjugue avec le démantèlement de certains acquis sociaux, cette revendication s'impose d'autant plus. Consciente d'une réelle sensibilité sur ce terrain, la droite organise d'ores et déjà son tir de barrage. Plusieurs sondages en effet indiquent³ que 86 o/o des personnes interrogées désignent le militaire comme secteur où il faut d'abord

économiser. Jusqu'alors le DMF a toujours pu compter sur une quasi unanimité du parlement, socialistes compris, concernant ses demandes de crédits. Exception faite de l'épisode Leopard 2, il faut remonter à 1965 pour trouver une entorse à cette règle, lors du fameux scandale des Mirages. Aussi la droite fait tout son possible pour mettre le PS sous pression.



De quel côté?

Le débat de septembre au Conseil national sur l'initiative du PS en est un bon exemple. La seule question posée aux socialistes est la suivante: êtes-vous pour ou contre la défense nationale? Ainsi le rapporteur démocrate-chrétien de langue allemande qui qualifie d'entrée l'initiative "... de coup bien visé contre l'armée" (NZZ, 25 septembre 1986). Le radical Spälti, lui, trace une parallèle entre la proposition du PS et l'initiative GSoA. Un autre adversaire dira simplement: "Ou on veut l'armée ou on ne la veut pas. Si on la veut, le référendum n'est pas nécessaire" (La Liberté, 25 septembre 1986). Idem du côté du Conseil fédéral qui écrit dans son message: "... cette innovation (le référendum, réd.) pourrait être interprétée comme un affaiblissement de la solide volonté de défense traditionnelle de la Suisse"⁴. Or comme le PS n'entend en tout cas pas remettre en question cette "solide volonté de défense de la Suisse"...

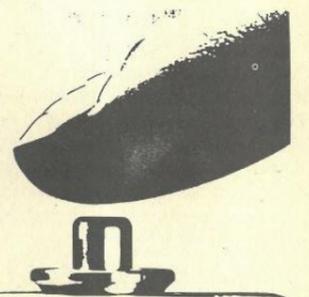
Il n'a d'ailleurs pas manqué de protester une fois de plus de son innocence. Dario Robbiani, chef de la fraction parlementaire du PS: "Cette initiative n'est pas un cheval de Troie contre l'armée, car même un référendum serait de nature à renforcer notre défense" (Le Matin, 25 septembre 1986). Pour le PS il s'agit donc d'élargir les droits démocratiques, mais surtout pas de discuter de l'institution militaire. Cependant cette offensive bourgeoise porte déjà ses fruits. Au vote final,

l'initiative est balayée par 121 voix contre 34 et dix abstentions. Parmi ces dernières, cinq sont socialistes et onze autres députés PS étaient absents lors du vote. Au total, seize socialistes n'ont pas voté en faveur de l'initiative au Conseil national.

La question se pose alors: le PS maintiendra-t-il son initiative? Au moment du lancement, on s'en souvient, l'unanimité ne régnait guère au sein du parti. Il fallut le sauvetage in extremis du PSO et d'autres forces pour apporter les 30 000 signatures manquantes le jour du dépôt, le comité d'initiative n'en ayant récolté que 80 000. Maintenant la droite bourgeoise fait le forcing pour amalgamer GSoA et initiative du PS, les présentant comme deux tentatives de déstabilisation de l'armée. La droite socialiste ne demande qu'à entrer dans ce jeu. Nul doute que des "socialistes" à la Félicien Morel songent sérieusement au retrait. Le comité d'initiative peut le décider par une majorité simple de ses membres... C'est sur cette pente que les poussent radicaux et autres galonnés.

Le PS va-t-il aller jusqu'au sabotage de sa propre initiative? Il montrerait alors qu'il n'est pas prêt à s'engager aux côtés de ceux et de celles qui se battent pour un mouvement pour la paix et qu'il n'hésite pas à étouffer un large débat public... pour trouver un compromis avec la bourgeoisie.

P. Girardet



1. A ces 4,5 milliards, il faut ajouter toutes les dépenses induites par la défense nationale, ce qui nous mène alors à un total se situant entre 6 et 7 milliards par année.

2. Cité dans la brochure du PS: Initiative populaire demandant le droit de référendum en matière de dépenses militaires, novembre 1981, p. 23.

3. Initiative populaire..., op. cit., p. 5.

4. Feuille fédérale, no 22, Volume II, 10 juin 1986, p. 483.

Accidents professionnels
et colles à solvants :

DES COLLES QUI TUENT

* ENTRETIEN AVEC JACQUES ROBERT, SECRÉTAIRE FOBB *



Interfoto

Le secteur de la construction occupe environ 15 o/o des salarié(e)s du pays. Il totalise à lui seul 55 o/o des accidents professionnels, ce qui signifie qu'un travailleur du bâtiment sur quatre en est victime par année. La moitié des décès imputables à un accident de travail surviennent dans ces métiers-là. Voilà des chiffres qui illustrent l'urgente nécessité d'améliorer les conditions de sécurité dans ce domaine d'activités. Or on n'a pas l'air de beaucoup se presser du côté des autorités et des entrepreneurs...

L'exemple des colles à solvants est très explicite à cet égard. La FOBB (Syndicat du bois et du bâtiment) mène depuis plus d'une année et demie une importante campagne pour en imposer l'interdiction. Nous avons rencontré Jacques Robert, secrétaire FOBB à la section de Genève, qui nous explique l'étendue du problème.

La Brèche : Le 30 septembre dernier, un nouvel accident dû aux colles à solvants s'est produit à Genève. Que s'est-il passé ?
Jacques Robert : Il s'agit d'un travailleur occupé à poser un revête-

ment de sol dans un magasin. Il avait pris la précaution d'entrouvrir la porte de façon à ventiler "naturellement" la pièce, car il n'y avait pas de moyens de ventilation mécanique. Brusquement et pour une raison encore inexpliquée une étincelle s'est produite et a fait exploser les gaz des solvants en suspension dans l'air. Il a été projeté au fond du magasin et a dû traverser les flammes pour sortir. Pour éteindre ses vêtements en feu, il s'est roulé sur la route. Il est très gravement brûlé.



ment de sol dans un magasin. Il avait pris la précaution d'entrouvrir la porte de façon à ventiler "naturellement" la pièce, car il n'y avait pas de moyens de ventilation mécanique. Brusquement et pour une raison encore inexpliquée une étincelle s'est produite et a fait exploser les gaz des solvants en suspension dans l'air. Il a été projeté au fond du magasin et a dû traverser les flammes pour sortir. Pour éteindre ses vêtements en feu, il s'est roulé sur la route. Il est très gravement brûlé.

Il avait refusé de faire ce travail. Mais devant la colère du commerçant, qui voulait absolument ouvrir son magasin à la date prévue et menaçait d'acheter sa moquette chez un concurrent, notre camarade a cédé.

* Peut-on estimer le nombre d'accidents de ce genre ?

— C'est extrêmement difficile. En été 1985, une explosion semblable dans la région lausannoise a causé la mort de deux ouvriers. Tous les poseurs de revêtements de sol ont une histoire d'incendie ou

d'explosion à raconter. Mais en estimer le nombre... Il n'y a pas de statistiques. C'est d'ailleurs tout aussi difficile de mesurer l'ampleur des dégâts à la santé causés par les inhalations des solvants qui est l'autre danger beaucoup plus répandu. Car, avant que ça explose — heureusement assez rarement — le travailleur qui répand de la colle à solvants respire les vapeurs en suspension. Or elles peuvent être à l'origine de troubles neurologiques ou du foie. Les cas de sénilité précoce sont statistiquement plus fréquents dans la population des travailleurs qui respirent des solvants, des études faites au Danemark le montrent. Cela ne concerne pas seulement les colleurs de revêtements de sol, mais aussi les peintres ou d'autres professions.

On a, par exemple, dénoncé un cas précis. Il s'agissait de poseurs de

sol travaillant dans la salle des coffres d'une banque, donc dans un local peu ventilé. Ils ont tout d'un coup remarqué que la peinture sur les parois de la pièce coulait. La concentration des solvants était telle qu'elle était en train de dissoudre la peinture sur les murs ! Et les gars respiraient cet air vicié. Ils avaient bien senti que la tête leur tournait, mais... Des malaises de ce genre sont assez habituels dans le métier !

* Les mesures de protection définies par la CNA (Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents) sont-elles appliquées ?

— Non, elles ne le sont pas. Parce que le matériel nécessaire n'est pas mis à disposition. Plusieurs mesures existent en principe. D'abord les masques. Mais on n'en trouve pas qui permettent de tra-

* A quoi sont utilisées les colles à solvants ?

— Ce sont des colles de contact, des colles à prise et à séchage immédiats. Elles sont surtout utilisées pour poser des revêtements de sol ou muraux. Tout ce qui doit tenir immédiatement est fixé par des colles à solvants. Dans le cas du dernier accident de Genève, il s'agissait d'un produit d'étanchéité pour isoler une chape humide.

* Sont-elles remplaçables par d'autres produits ?

— Bien sûr. Il existe des colles sans solvants, qui sont d'ailleurs moins chères. Mais certains revêtements ne peuvent être appliqués qu'avec des colles à solvants. Ce sont surtout des travaux de luxe, comme la pose de moquette dans une cage d'escalier. Ou bien, par exemple, un revêtement souvent utilisé dans les salles d'écoles, le "cork", qui permet de punaiser des dessins où autre chose et qui ne laisse pas de petits trous lorsqu'on enlève la punaise.

Mais dans tous les cas on peut renoncer aux colles à solvants : soit en choisissant un revêtement approprié, soit en utilisant une autre colle.

* A la suite de la campagne de la FOBB, le canton de Genève (le seul en Suisse) a interdit les colles à solvant pour toutes les constructions où il est le maître d'oeuvre ou qu'il subventionne. Les patrons cependant voudraient bien revenir en arrière ?

— C'est vrai. L'Association patronale de la branche à Genève n'a pas du tout apprécié la décision du Conseil d'Etat et exerce des pressions en sens contraire. D'abord en protestant parce qu'elle n'a pas été consultée avant cette décision. En sous-estimant ensuite le danger, prétendant que des mesures peuvent être prises, mais pas l'interdiction ; que dans de nombreux cas on ne peut pas se passer des colles à solvants ; que c'est pas si dangereux que ça ; etc.

* Quelle est l'attitude de la CNA, l'organe national responsable de la sécurité au travail, concernant les colles à solvants ?

— La CNA exige des précautions et toute une série de conditions. Le problème, c'est qu'elles ne sont pas respectées et que la CNA est très loin d'avoir les moyens de faire les contrôles indispensables. C'est aussi vrai dans d'autres domaines, malheureusement.

Les métiers du bâtiment impliquent des risques inhérents à certains travaux. Ces risques ne peuvent pas toujours être totalement supprimés. Il faut alors multiplier

les précautions. Mais il y a des dangers qu'on évitera en éliminant purement et simplement la source du risque. Par exemple, en interdisant les échasses pour les plâtriers, ou, évidemment, l'utilisation des colles à solvants. Or la CNA se refuse à ces interdictions avec des critères qu'on ne connaît pas. On a quelque part l'impression qu'il existe un seuil minimum de morts en-dessous duquel la CNA n'intervient pas énergiquement.

Quant à nous, à la FOBB, nous exigeons l'interdiction complète de l'utilisation des colles à solvants. Nous prétendons, et on peut le démontrer, que dans tous les cas des solutions de remplacement sont possibles. Soit en utilisant des colles sans solvants, soit en organisant les travaux différemment ou en renonçant à certains revêtements. Uniquement pour les poses de sol à Genève, ce problème touche environ 200 travailleurs. Mais il faudrait y ajouter encore les colleurs de papiers peints, les peintres ou certains travaux de maçonnerie... La santé des salariés doit absolument primer sur toutes les autres considérations.

Propos recueillis par
Pietro Boschetti

"SNIFFS" QUOTIDIENS

La FOBB tenait il y a une année une conférence de presse à Genève pour dénoncer les dangers liés à l'usage des colles à solvants. Plusieurs exemples étaient cités, dont les trois suivants, qui montrent que les risques d'explosions ne sont pas les seuls.

"Te souviens-tu du gars qui a fait un tonneau en rentrant chez lui ? La colle que l'on utilisait ce jour-là se manifestait seulement quand tu finissais le travail.

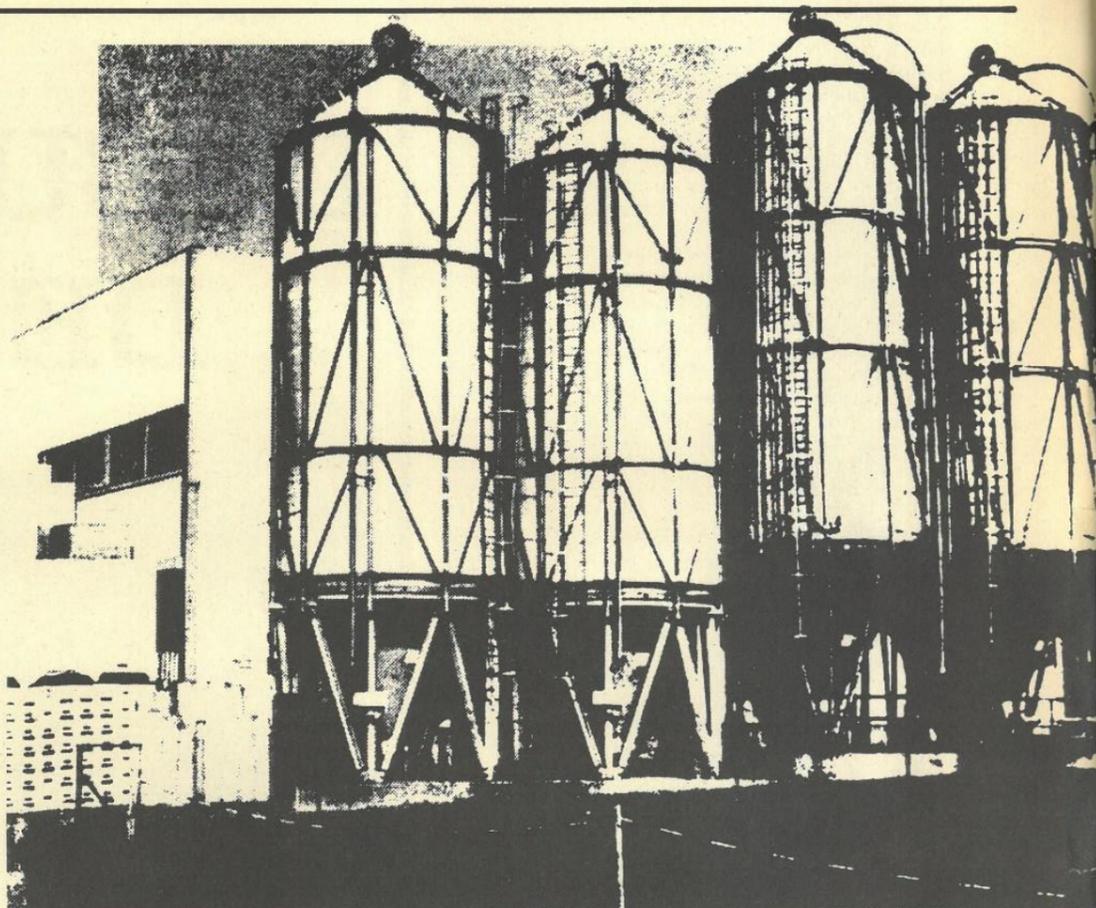
"Te souviens-tu du jour où je me suis retrouvé sans savoir comment ni pourquoi sur le pont de Peney ?

"Te souviens-tu du jeune qui sniffait en cachette ? Découvert par le contremaître, son cœur a lâché sous l'effet de la surprise et de la colle." (FOBB, No 105, 1er octobre 1985)

La simple application des colles cause de nombreux troubles tels qu'étourdissements, maux de tête, nausées, pertes d'appétit, tachycardie, troubles visuels, etc. Autant de raisons qui renforcent la revendication de la FOBB d'interdire l'utilisation des colles à solvants.

Le XIX^e siècle à Romont (FR) :

DES JOURNÉES DE 16 HEURES



Schoeller SA à Romont : des méthodes d'un autre siècle.

Philippe Séguin, ministre français de l'emploi, a inventé les petits boulots précaires pour les chômeurs. L'entreprise romontoise Schoeller et Cie SA, elle, remonte carrément dans le temps. Jusqu'au siècle passé, cet âge d'or de la révolution industrielle dont la caractéristique était l'exploitation sans limites des travailleurs. Cette "honorabile" société en effet viole tranquillement une bonne dizaine d'articles de la Loi sur le travail et du Code des obligations.

Début octobre, la section fribourgeoise de la FCOM (Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux) dénonce dans une conférence de presse l'entreprise romontoise Schoeller SA. Formée par la fusion de Métallurgie et Plastic SA et de Schoeller-Plast en septembre 1984, cette boîte fabrique des casiers plastiques pour bouteilles. Elle emploie actuellement 68 personnes.

Elle a cependant la particularité de pratiquer deux sortes de contrats de travail : l'un pour les travailleurs payés au mois, l'autre pour les "auxiliaires à la demande" payés à l'heure. La FCOM s'en prend à cette dernière catégorie, une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci.

"Pour cause d'insuffisance de travail"

Le contrat de travail pour ce personnel auxiliaire relève du morceau d'anthologie. Quelques extraits : "L'emploi du temps est fixé par l'employeur qui se réserve le droit de demander à l'employé auxiliaire de ne pas travailler certains jours pour cause d'insuffisance de travail." L'employeur fixe donc au jour le jour le nombre d'auxiliaires qui travailleront. Il le précise sans ambiguïté dans la clause suivante : "Si le travail au sein de l'entreprise est jugé insuffisant pour justifier le travail d'un employé, l'employeur se réserve le droit de demander à l'employé de quitter son travail pour le jour suivant pour une durée indéterminée ou de résilier le contrat." Et pour que les choses soient claires : "Ce contrat est établi pour une durée indéterminée, il peut être résilié par les deux parties pour le jour suivant par lettre recommandée."

Bonjour l'ambiance ! Aux termes de ce contrat, le patron peut employer ses auxiliaires "à la journée", les vider du jour au lendemain, les

maintenir dans ce statut aussi longtemps qu'il en a besoin. Le comble : lorsque l'auxiliaire chôme "pour cause d'insuffisance de travail", il n'a pas droit à l'indemnité chômage car... il n'est pas licencié. S'il donne son congé, il sera pénalisé par la caisse de chômage. Décidément l'Eglise néolibérale rassemble ses fidèles jusqu'en terre fribourgeoise. Son "pater noster" : précarité et flexibilité.

300 heures par mois

Mais Schoeller SA n'en reste pas là. Voyons le salaire horaire accordé : 13 francs bruts tout compris (13.60 francs pour les personnes en équipe). La moyenne fribourgeoise se monte à 17.41 francs pour un ouvrier semi à non qualifié de la branche... Pour le travail de nuit, la Loi sur le travail (LT) impose un supplément salarial de 25 o/o au minimum (art. 24). Chez Schoeller SA on ne paie aucun supplément, c'est plus économique.

Durée maximum du temps de travail en équipes ? En principe 9 heures par jour et 21.75 jours par mois, soit un total mensuel de 195.75 heures. En juin dernier, un auxiliaire turc a effectué 302 heures. Il travaillait dans deux équipes par jour, se tapait des journées de 16 heures et dormait à l'usine ! Car, précisons-le, trois lits superposés dans un local (prévu pour l'expédition) "absolument pas isolé du bruit, des poussières et des odeurs" ont été installés. A tout hasard ! Identique souci du bien-être des travailleurs concernant les heures supplémentaires, limitées par la LT à 2 heures quotidiennes et 220 heures par année civile. Chez Schoeller SA un auxiliaire en a fait plus de 300 en une année. La FCOM en détient la preuve, fiches de salaire à l'appui.

Bref, une exploitation éhontée, des méthodes d'un autre siècle. La FCOM a bien sûr dénoncé l'entreprise au Département cantonal de

l'économie, d'autant plus que ce cas ne semble pas isolé. Elle demande le respect des dispositions de la loi et la mise sur pied de négociations tripartites employeur-syndicat-Etat. Le directeur commercial de la boîte, Albert Demont, commente : "Qu'il

puisse y avoir des problèmes, je suis prêt à le croire. Nous ignorons tout des plaintes de certains de nos employés." (La Liberté, 9 octobre 1986) Georges Rossier, chef du personnel, a cette pensée émue pour les personnes auxiliaires :

"Elles sont contentes d'avoir du travail." Ben tiens, pourquoi se gêner alors ? Surtout quand il s'agit d'étrangers (dont des requérants d'asile), des travailleurs sans voix ni droits.

Pietro Boschetti

Licenciements chez Schlatter SA au Tessin :

Une grève inutile ?

La grève des travailleurs de la menuiserie Schlatter SA à Biasca s'est conclue sur un résultat assez maigre. Commencée le vendredi 10 octobre, elle s'est terminée le lundi suivant. Concernant les licenciements, les salariés "gagnent" un délai supplémentaire d'un mois. Mais la fabrique sera tout de même fermée à la fin de l'année.



Les 40 travailleurs de la menuiserie, appuyés par la FOBB et le syndicat chrétien, furent mobilisés dès l'annonce des licenciements, à la fin septembre, et de la fermeture de l'usine pour le 31 décembre. La nécessité de donner une réponse efficace a été immédiatement comprise. La direction de la boîte en effet justifiait sa décision en invoquant un prétendu manque de discipline et d'engagement de la part des salariés.

Une crise qui date

Schlatter SA, dont la maison mère est à Saint-Gall, a débarqué au Tessin en 1980 en reprenant l'entreprise ARVAR SA, faillie la même année. Depuis lors se sont succédés diverses activités, toutes cependant dépendantes de la maison mère de Saint-Gall.

Combien de fois, par exemple, la filiale de Biasca a dû interrompre des commandes en cours afin de satisfaire des travaux urgents en provenance de Saint-Gall. Les clients tessinois, évidemment, n'ont guère apprécié et l'entreprise a perdu ainsi de nombreuses commandes. Une situation qui, immanquablement, a créé des tensions internes, au niveau de la direction en particulier. Il suffit de signaler qu'en cinq ans, la direction de Biasca a changé quatre fois de chef de fabrique et cinq fois de directeur !

Coup dur pour la région

Après avoir bien pressé le citron durant les six années passées, Schlatter SA a décidé qu'il n'y avait plus rien à presser. Ainsi, pour rester concurrentielle, la boîte au-

rait dû réaliser une série d'investissements... qu'elle n'a bien sûr jamais eu l'intention de faire.

Pour la région de Biasca, c'est un nouveau coup dur. Depuis les restructurations de la Monteforno et d'autres entreprises, l'emploi a déjà fortement diminué. A tel point que la région est considérée comme une zone économiquement menacée, au même titre que l'arc horloger. Cette nouvelle fermeture repose donc le problème de la défense des postes de travail sur le plan régional avec la nécessité d'exercer une forte pression sur les autorités politiques afin qu'elles interviennent.

Réaction syndicale partielle

Les syndicats, soulignons-le, ont réagi. Le recours à la grève était entièrement justifié. De ce point de vue la lutte chez Schlatter représente un pas en avant dans l'action syndicale. Mais en insistant dès le départ sur l'aspect "moral" (refuser les licenciements justifiés par un manque d'engagement des travailleurs) plutôt que sur le côté politique (s'opposer aux impératifs économiques qui motivent la direction de fermer car elle n'encaisse plus assez de profits) a probablement été une erreur. Cette "option" n'a pas permis aux organisations syndicales de saisir l'opportunité d'impliquer l'Etat dans la discussion afin de mettre sur pied des propositions alternatives pour la survie de l'usine.

Reste le regret que la combativité des travailleurs n'ait pas été canalisée vers des objectifs capables d'éviter une fin si rapide de toute l'affaire.

Franco Primavera

LE SUCRE AMER DE NEGROS

Le cortège funèbre s'étire, alors que nous quittons la route goudronnée pour les chemins de terre. Nous sommes en août, le 13 août 1986, précisément. La canne, omniprésente dans la plaine, envahit les contreforts des collines où nous pénétrons. Elle est reine en ce royaume du sucre. Elle pousse partout, habillant l'île de Negros d'un riche manteau verdoyant. Mais, pour les ouvriers des plantations, c'est la morte saison. Ils n'ont pas de travail et les enfants ont faim.

Le sucre ! Ce fut la richesse des Philippines, ou du moins celle de l'orgueilleuse élite métisse des planteurs, celle des marchands, des politiciens et des firmes étrangères. Ce ne fut jamais la richesse de ceux qui amendaient la terre, plantaient, coupaient et ramassaient la canne, broyaient les tiges et raffinaient leur jus. Mais aujourd'hui, la crise est là. Et faute d'avoir envisagé d'autre avenir que la surexploitation permanente de leurs travailleurs, les planteurs ont été pris par surprise par l'effondrement du prix du sucre sur le marché mondial, par la fermeture progressive des frontières américaines et l'accentuation de la concurrence internationale.

Bien qu'ils n'en soient en rien responsables, les ouvriers du sucre sont évidemment les premiers frappés par la crise. La disette fait son œuvre. A la morte saison, les enfants commencent à mourir des effets de la malnutrition. Dans la plantation que nous visiterons demain, l'hacienda Santo Rosario de Murcia, deux enfants ont ainsi succombé tout récemment, douze autres dans l'hacienda voisine de Abo Abo. Et celui dont nous suivons le cercueil est mort parce qu'il voulait que les enfants vivent.

LA RÉACTION NE DÉARME PAS

Anecito Emalay, 28 ans, marié et père de trois enfants, a été tué il y a dix jours de cela. C'était le 3 août 1986. Il avait pris le bus pour rentrer chez lui quand quatre hommes de main l'ont abattu à bout portant, son visage porte sur tout le côté droit la marque de la poudre. Anecito appartenait à la Fédération nationale des travailleurs du sucre - Alimentation et métiers généraux (NFSW - FGT). Il s'était activement engagé depuis environ un an. Blessé en 1985, lors du massacre d'Escalante où 21 manifestants - dont 18 travailleurs du sucre - avaient trouvé la mort sous les balles des "forces de l'ordre", il avait poursuivi ses activités¹. Il avait aidé à l'organisation d'une grève de 17 jours dans l'hacienda DDCH dont le propriétaire, Rodolfo Lizares, est l'un des principaux actionnaires de la raffinerie de Danao. La raffinerie de Danao ? C'est précisément là que les tueurs semblent s'être réfugiés, le 3 août, une fois leur forfait accompli.

À août 1986. Voilà six mois déjà que Marcos a été chassé du pays et que Corazon Aquino a accédé à la présidence. Mais certains gros planteurs de Negros n'ont pas désarmé. Police, armée et forces para-militaires n'ont pas été épurées. Le terrorisme contre les pauvres a repris : Anecito n'est pas le premier à mourir, dans le nord de l'île, depuis la "révolution de février". Uldarico Antojado, ouvrier de la plantation Guterriez, dans le district de Toboso, syndicaliste et militant laïque de l'Eglise, a été enlevé et son corps retrouvé dans une tombe de fortune, le 23 mai. Quant à Morito Pastidio, de l'hacienda San José, lui aussi syndicaliste, lui aussi enlevé par des hommes armés, il a été laissé mort, le 11 juillet, criblé de balles, dans un champ de cannes.

La NFSW - FGT accuse : "Le syndicat pense que l'on assiste à un effort coordonné de la part de quelques planteurs-minotiers de sucre, despotes, pour chasser les syndicalistes actifs qui exigent des salaires justes et/ou des lots fermiers (...) Leur attitude fortement anti-ouvrière et anti-populaire doit être dénoncée et condamnée par tous ceux qui sont d'accord avec les avancées présentes du gouvernement Aquino pour restaurer la liberté, la démocratie et la justice non seulement pour une petite minorité mais pour la grande majorité du peuple. Aucune dette de sang ne restera impayée. Aujourd'hui les travailleurs souffrent. Mais même aujourd'hui, des centaines de milliers choisissent de risquer leur vie pour que la voix de la classe ouvrière puisse se faire entendre, cette voix qui parle de la faim, de la pauvreté, de la répression pendant des siècles d'exploitation et d'oppression par une petite minorité."²

L'appel du NFSW - FGT est entendu. Ils sont nombreux, les compagnons d'Anecito, à suivre son cercueil sur la route qui conduit d'Escalante, où il fut abattu, à Toboso, où il habitait. Et d'autres les rejoignent pour assister au service religieux, au meeting de protestation organisé par le syndicat, à l'enterrement. Le 13 août, date anniversaire pour le mouvement ouvrier : quatre ans plus tôt, le régime Marcos s'était brusquement attaqué aux syndicats, jetant en prison pour des mois ou des années des dirigeants nationaux dont Felixberto "Bert" Olalia, principale figure de la centrale militante Mouvement du Premier Mai (Kilusang Mayo Uno, KMMU), mort en décembre 1983, peu après une libération précipitée par son état de santé³. Aujourd'hui, à Manille et en bien des villes, des milliers d'autres travailleurs manifestent en souvenir de la lutte menée sous la dictature et pour affirmer la nécessité de continuer le combat pour les droits des travailleurs.

LES CONTRADICTIONS DE L'APRÈS-MARCOS

Negros, le royaume déchu du sucre. L'île offre une image aiguë des contrastes de l'après-Marcos. L'ancien maire d'Escalante avait lourdement trempé dans le massacre du 20 septembre 1985. Le nouveau maire de la ville envoie lui aussi des soldats à la tête du cortège funèbre où nous



A Manille, 100 000 personnes "vivent" de la récupération des déchets des riches.

L'arrestation récente du dirigeant communiste Rodolfo Salas bouscule une fois de plus le cours des événements aux Philippines : les pourparlers pour un cessez-le-feu sont dans l'impasse. En dépit des opérations officielles de négociation, l'armée est toujours restée fidèle à son objectif principal : l'écrasement de la rébellion. En témoigne encore la violation, le 27 août dernier, du cessez-le-feu par l'armée gouvernementale dans le nord de la province de Davao, un cessez-le-feu accepté et respecté par la NPA (Nouvelle armée du peuple). "Un groupe d'experts formé de journalistes, de juristes et d'enseignants avait alors démontré la responsabilité de l'armée dans cette affaire", confirme le Christian Science Monitor du 12 octobre 1986. "En toute probabilité, écrit la Gazette de Lausanne (13 octobre 1986) pour ceux qui auraient des illusions, Cory (la présidente) se prépare à adopter une position dure avec l'insurrection communiste." Autrement dit, la confrontation.

Une situation d'autant plus explosive que quantité de problèmes sociaux sont loin d'avoir trouvé une solution depuis la chute de Marcos. Le reportage ci-dessous de Paul Petitjean et Sonia Rupon sur l'île de Negros, où ils ont séjourné durant l'été 1986, en porte témoignage. Principal centre de la production de sucre du pays, Negros est frappé durement par la crise sucrière et la concentration foncière.

nous trouvons. Mais c'est pour protéger et non intimider. Des éléments progressistes, parfois liés à la coalition militante Bayan⁴, ont en effet été nommés après la révolution de février à des postes administratifs, en remplacement des fidèles de Marcos. Le nouvel "espace démocratique" se fait sentir. Nita Cherniguin, présidente de la commission solidarité internationale du NFSW - FGT, nous explique qu'ici, 46 prisonniers politiques ont été libérés depuis février, soit la quasi totalité. Mais les forces armées poursuivent leurs exactions. Negros reste une zone de militarisation.

Les organisations de masse réclament avec insistance le retrait des bataillons connus pour les sévices qu'ils ont commis contre la population et le jugement des coupables. Rex Arnaldo, président de Bayan-Negros, a exigé le démantèlement des Forces de défense interne civile (CHDF), organismes para-militaires particulièrement détestés, notant qu'il ne suffit pas de changer leur nom, comme le proposent certains, pour en transformer la nature. La direction régionale du Front national démocratique (NDF), clandestin et engagé dans des pourparlers de cessez-le-feu avec le gouvernement, a lancé un appel aux responsables civils pour qu'ils dénoncent publiquement les exactions de l'armée. Mais bien des nouveaux Officiers in charge (OIC, officiers responsables, cadres administratifs choisis par la présidence) se gardent d'interférer avec les affaires militaires. Pour le gouverneur de la province de Negros occidentale, Daniel Laeson, ce n'est pas de son ressort. Il ne veut jouer d'autre rôle que celui d'entremetteur. Pressé de questions à ce sujet, il a fini

par déclarer au père Gordoncillo, directeur de l'Action sociale : "Voulez-vous un gouverneur mort ?"⁵

A Negros, comme dans le reste du pays, on teste les possibilités d'un cessez-le-feu entre les forces gouvernementales et le NDF, entre l'armée et la Nouvelle armée du peuple (NPA) dirigée par le NDF et le Parti communiste des Philippines (PCP) clandestin. Les perspectives locales sont pour l'instant sombres. Le commandement régional a fait connaître à sa manière ce qu'il en pensait. C'est dans le sud du pays que le développement de la NPA est le plus spectaculaire. Après une accalmie des combats, suite à la révolution de février, l'armée relance les opérations contre-insurrectionnelles en mai. C'est la zone connue sous le diminutif de "CHICKS"⁶, qui va être le théâtre de ces opérations qui feront deux victimes civiles (de jeunes paysans), deux blessés et laisseront huit maisons brûlées.

La NPA dénonce cette rupture de fait de la trêve et s'attaque, le 20 juin, par mesure de rétorsion, au détachement Bravo Coy, tuant à son tour deux soldats. Un enregistrement de l'attaque sera donné par la NPA aux médias : L'armée réagit durement en engageant des moyens sans précédent dans la région : des canons de 105 mm, des mortiers de 81 mm, des transports par hélicoptère. Les combats durent cette fois deux semaines : une cinquantaine de maisons sont détruites dans la zone de combats, un paysan est tué de nombreux autres blessés, plus de trois mille personnes doivent se réfugier dans les villes avoisinantes.

Monseigneur Fortich, évêque de Bacolod, la capitale de Negros occidental, avait pris directement langue avec le NDF, en juin, en vue de négociations futures. Devant ce sabotage des perspectives de pourparlers, monseigneur Fortich ne cache pas son exaspération. Il déclare à la presse: "Je suis pro-Cory, mais je proteste fortement contre cette militarisation."⁷ L'évêque Fortich n'en est pas à sa première expérience amère. En 1978 déjà, il avait organisé une rencontre entre des ouvriers syndiqués et des planteurs en vue de résoudre un important conflit sur l'occupation de terres. Cela n'avait pas empêché l'armée d'arrêter sous son nez les travailleurs assurés de sa protection! Et sa résidence épiscopale a été entièrement détruite dans un incendie par des hommes de main à la suite du massacre d'Escalante: il s'était en effet violemment élevé contre la tuerie du 20 septembre 1985. Seule la carcasse noircie de sa demeure reste encore debout, à côté de la cathédrale de Bacolod.

Monseigneur Fortich s'inquiète d'autant plus de l'évolution de la situation qu'il sait qu'elle est explosive, lui qui a déclaré que l'île de Negros était un "volcan social" qui risquait d'entrer à tout moment en éruption. Depuis le XIX^e siècle, l'île est soumise à la monoculture de la canne à sucre. Au moment où la production recule de façon dramatique, aucune alternative n'a été préparée.

L'industrie du sucre emploie, en 1980, environ 500 000 personnes. Trois millions d'habitants de l'archipel dépendent plus ou moins directement de ce secteur. La canne est cultivée au Centre-Luzon, au Sud-Tagalog, à Negros, dans quelques autres îles des Visayas. Mais c'est à Negros que se trouve l'essentiel: 60 o/o des 450 000 hectares plantés en canne (soit 5 o/o du total des terres cultivées du pays). Il y a alors 33 000 fermes et 31 000 planteurs. Mais ces chiffres ne doivent pas faire illusion, la concentration foncière est très grande. Les propriétaires de moins de 5 hectares représentent 53 o/o des planteurs et n'occupent ainsi que 9 o/o des terres cultivées en canne. En revanche, près de la moitié de ces terres est occupée par les 7 o/o de planteurs possédant plus de 50 hectares.

UNE ÎLE SINISTRÉE

En 1980 toujours, les ouvriers agricoles représentent 70 o/o de la force de travail, les paysans locataires de leurs terres 20 o/o et les ouvriers d'industrie, des raffineries, 10 o/o (il reste un faible pourcentage de petits propriétaires-producteurs et de métayers). C'est à Negros que plantations et raffineries sont concentrées. C'est la seule île totalement dépendante du sucre. C'est là que se joue la crise.

Un militant du NFSW - FGT nous explique l'ampleur de cette crise. "Elle a vraiment commencé en 1984. Pour la saison 1984-1985, 224 000 hectares de canne avaient été plantés. Seuls 135 734 hectares seront récoltés: les fonds manquent et l'argent des ventes ne rentre pas. En 1985, 152 095 hectares sont plantés, mais il s'agit pour deux-tiers de vieux plants dont la rentabilité baisse rapidement. L'année prochaine, il faudrait d'importants investissements pour les renouveler. Le capital manque: les banques refusent de nouveaux prêts, de nombreux planteurs ont dû hypothéquer. L'avenir est sombre: le marché américain se ferme de plus en plus. Le quota philippin ne cesse de se réduire. En 1985, il était encore de 324 000 tonnes. En 1986, il est tombé à 231 000 tonnes. Pour l'année prochaine, Washington veut le fixer à 180 000 tonnes. Et, si rien ne vient modifier les plans américains, notre quota devrait être réduit à zéro en 1990!"

"Quant aux prix du marché mondial, ils ont terriblement chuté. La livre de sucre valait 28,66 cents US en 1980. Elle vaut aujourd'hui 4 cents. Or, les coûts de production, ici, dépassent les 10 cents! Cela explique la chute de la production: de 20 millions de piculs⁸ à Negros en 1981, on est tombé à 15 millions de piculs. Il faut comprendre ce que cela signifie pour les travailleurs de ce secteur. Aujourd'hui, tout s'enchaîne: les surfaces mises en culture se réduisent rapidement, les jours ouvrés par an aussi, des raffineries ferment pour de bon leurs portes, et la mécanisation des plantations est engagée. Or, une plantation entièrement mécanisée réduit de 90 o/o la main-d'œuvre! C'est un secteur social entier qui est menacé."

Les chiffres que nous donne Nita Cherniguin parlent d'eux-mêmes. Le salaire minimum officiel est de 32 pesos par jour pour les ouvriers des plantations de sucre (22,50 pesos de salaire de base et 9,50 pesos d'allocation d'urgence de vie chère), alors qu'il est de 44 pesos dans d'autres types de plantations. 20 pesos valent environ un dollar, soit 1 fr. 50! Le salaire des ouvriers d'industrie dans les raffineries est officiellement fixé à 42 pesos par jour.

De véritables salaires de misère, même compte tenu des prix des produits aux Philippines. Et pourtant moins de 20 o/o des planteurs accordent à leurs travailleurs le salaire minimum officiel. Nombreux sont ceux qui ont recours au travail à la pièce. Ils paieront par exemple 14 pesos par tonne de canne coupée et chargée sur camion. C'est un travail épuisant. Un bon ouvrier peut traiter 1,5 tonnes en une journée complète (du lever au coucher du soleil), ce qui lui fait à peine plus de 20 pesos. On rencontre des salaires quotidiens de 10 pesos ou moins. Déjà profondément endetté, l'ouvrier mettra toute sa famille au travail pour gagner un peu plus: "C'est ainsi que beaucoup d'enfants se retrouvent en dehors de l'école dès l'âge de neuf ans."

Ce n'est pas tout. Ne reçoit sa paie du jour que celui qui travaille ce jour. Et il y a la morte saison, une fois la terre préparée et la canne plantée, avant qu'elle ne puisse être coupée. Un ouvrier agricole avait normalement du travail 180 jours par an. Avec la réduction de la production, la rotation de la main-d'œuvre, la mécanisation, cela tombe

souvent à 120 jours par an actuellement. "Pendant six mois ou six mois et demi, les ouvriers se retrouvent sans emploi, donc sans revenu régulier, si bas soit-il."

Une famille de l'hacienda Santo Rosario confirme ces chiffres. "Durant les six mois de la morte saison, on essaie de faire des petits boulots comme couper des arbres et préparer du charbon de bois pour le vendre au marché. Mais cela ne va pas loin. Le principal problème reste la nourriture. Nous plantons des bananes, des patates, etc. On ne peut pas manger grand-chose d'autre. Il n'y a pas d'argent pour acheter des vêtements aux enfants. Or, l'institutrice refuse de les accueillir en classe s'ils ne sont pas proprement babillés. Elle craint qu'ils ne soient sales et qu'ils ne contaminent les autres. Pas d'argent non plus pour réparer la maison ou pour acheter des médicaments, pour emmener les petits à l'hôpital."



Manif des ouvriers agricoles de la canne à sucre.

Les enfants, à chaque instant de notre séjour à Negros, ils sont là: premières victimes. Selon une enquête récente, 66 o/o des enfants de Negros occidental sont mal nourris. Près de la moitié d'entre eux souffrent de malnutrition au deuxième ou troisième degré. Des centres d'urgence se constituent à Bacolod et ailleurs. Mais pour que les parents puissent y emmener régulièrement leur progéniture, il faut qu'ils habitent tout près. Quant aux études, moins de 10 o/o des enfants concernés terminent leurs études secondaires, faute d'argent, faute d'habits décents.

LES OUVRIERS DU SUCRE VEULENT DES TERRES

Les "farmlots" (lots fermiers), voilà longtemps que cette revendication fait partie du programme syndical réclamant que des terres soient allouées aux travailleurs des plantations pour qu'ils puissent produire de quoi se nourrir et de quoi augmenter leur revenu en vendant le surplus au marché. Mais, avec la crise structurelle que traverse le secteur de la canne à sucre, la lutte pour obtenir le droit de cultiver la terre à des fins de subsistance a pris une ampleur sans précédent. Elle est aujourd'hui véritablement au centre de l'action syndicale.



Dans l'île de Mindanao, un camp de chercheurs d'or.

"Nous savons que beaucoup de planteurs ont actuellement de grosses difficultés financières. Ils n'ont plus de quoi investir et les intérêts sur les prêts bancaires se montent souvent à 40-45 o/o par an. En l'état actuel des choses, comment obtenir ne serait-ce que le paiement réel du salaire minimum officiel? Mais la condition des familles ouvrières est vraiment désespérée. Ce que nous demandons est tout à fait raisonnable: que les planteurs prêtent 10 o/o de leurs terres à leurs ouvriers pour qu'ils puissent produire de quoi survivre. Et ce, alors que 30 o/o des terres à canne à sucre restent en friche."

Ce mot d'ordre semble faire l'unanimité. Du NFSW - FGT jusqu'à monseigneur Fortich et à la NPA, tous réclament que 10 o/o des terres soient prêtées aux ouvriers agricoles. De nombreux appuis internationaux se sont déclarés. Des premiers résultats ont été obtenus. Pourtant la lutte reste difficile.

L'agriculture capitaliste semble hors de portée à un nombre grandissant de paysans qui ne peuvent plus faire face à ses coûts croissants. Dans certains endroits, comme dans l'île de Mindanao, certains tentent même de sortir du marché et de revenir à une agriculture de subsistance. Des expériences diverses sont en cours dans plusieurs régions. Mais le NFSW - FGT se heurte à Negros, à un problème très particulier. Il lui faut reconstituer entièrement une agriculture paysanne depuis le riz jusqu'à l'élevage, sur une terre façonnée par la canne à sucre et avec une population qui a perdu, en quelques générations, le savoir-faire paysan. C'est une gageure, mais y a-t-il une autre solution dans cette île sinistrée?

Pendant ce temps, derrière les hommes de main qui assassinent syndicalistes et paysans, il y a des planteurs, le commandement militaire régional et l'ombre de Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense, hier maître d'œuvre du régime de loi martiale, aujourd'hui avocat quotidien de la "solution militaire" contre le communisme.

"Cory Aquino a soulevé de grands espoirs, ici. Mais qui peut croire en Enrile?" soupire une militante du NFSW.

Paul Petitjean
Sonia Rupon

1. Le 20 septembre 1985, veille de la date anniversaire de l'imposition de la loi martiale par Marcos en 1972, les forces de l'ordre ont tiré sur une manifestation d'environ 5000 personnes pour la plupart des travailleurs du sucre, organisée par la coalition populaire Bayan (voir note 4).

2. Communiqué de presse de Serge B. Cherniguin, secrétaire général du NFSW - FGT, "NFSW - FGT Condemns Atrocities vs Workers in the North", Bacolod, le 7 août 1986.

3. Créé en 1980, le KMU est la principale centrale syndicale "lutte des classes".

4. La Nouvelle fédération patriotique (Bagong Alyansang Makabayan), connue sous l'acronyme Bayan, est une coalition de mouvements populaires de masse, notamment le KMU et de nombreuses organisations paysannes. Bayan est très influencée par le Front national démocratique (NDF) clandestin.

5. *Inquirer's Eye*, Bacolod, 18-31 juillet 1986, p. 7.

6. "CHICKS" signifie la zone qui, à Negros occidentale, comprend les villes de Candoni, Hinobaan, Ilog, Cauayan, Kabankalan et Sipalay.

7. *Inquirer's Eye*, op. cit.

8. Le picul est une unité de mesure variable qui vaut environ 60 kilogrammes.

Avoirs de Marcos en Suisse:

LA GUERRE DES NERFS EST ENGAGÉE

"Ce n'est pas l'affaire des banquiers d'enquêter sur l'éthique de leurs clients", répétait Robert Holzach, président du Conseil d'administration de l'UBS, en octobre 1984¹, encore tout énérvé par l'initiative sur les banques. Elle venait pourtant d'être "bien" rejetée, comme le souhaitaient les banquiers. Mais le débat public sur leurs fructueuses affaires n'a pas cessé pour autant et ce seul fait énuera toujours le banquier helvétique, rompu aux opérations silencieuses. La poursuite engagée contre les avoirs de Marcos en Suisse est en train d'en conter un nouvel épisode...

"Si la situation politique se calme un peu et si la crise de la dette se détend, les Philippins ont à offrir quelques notables avantages aux investisseurs étrangers et aux partenaires commerciaux", notait en mai 1984 un journal financier suisse². L'inquiétude pointait sur l'avenir du régime, après l'assassinat de B. Aquino: sans stabilité politique, des investissements à long terme devenaient risqués. Mais comme le notait l'ancien responsable du Crédit Suisse, Heinz R. Wuffli, "à la différence des indus-

sièment, il s'accordait des sommes sur les projets de la Banque mondiale. Comme dictateur dès l'introduction de la loi martiale, quatrièmement, il a repris des entreprises et sociétés et en a donné à sa famille. Nous en avons saisi 125". Tout cela était et reste de notoriété publique. Mais le banquier suisse, évidemment, n'a qu'une réponse: prouvez-le et démontrez que cet argent est chez moi. Je ne lèverai pas le secret bancaire avant. Comment le prouver sans lever le secret bancaire? Le tour est joué.



Au palais de Malacanang, les gens viennent voir l'in vraisemblable garde-robe d'Imelda Marcos.

triels, les banquiers réfléchissent à très court terme"³, et l'instabilité politique est précisément une de ces situations à court terme dont savent profiter les banquiers. Pour mettre des fortunes à l'abri.

La fortune de Marcos

Dette et crise politique ne tombaient pas du ciel aux Philippines. La fortune de Marcos en est, à elle seule, l'illustration. Elle s'est constituée, comme bien des fortunes de la "bourgeoisie nationale" du tiers monde, en prélevant de coquettes sommes sur les programmes d'aide, les gros contrats publics et les privilèges offerts aux multinationales. Jovito R. Salonga, président de la Commission gouvernementale philippine chargée de la restitution des biens de Marcos, le décrivait à la *Schweizer Illustrierte*: "Marcos puisait dans la caisse d'Etat et le fonds secret où il n'avait aucun compte à rendre. Deuxièmement, il détournait des sommes sur les réparations de guerre du Japon. C'est effroyable, car cet argent devait expier le sang philippin versé pendant la Seconde Guerre mondiale. Une grande partie a fini en Suisse. Troi-

Tout en serait donc resté là, à la satisfaction de "toutes les parties" comme on dit (c'est-à-dire de la banque et son client, car la misère du peuple philippin n'a évidemment rien à voir avec le contrat privé d'un dictateur et de sa banque), sans l'intervention de douaniers américains. Ils ont saisi sur la famille Marcos en fuite, en février dernier, or, bijoux et 1500 documents sur ses avoirs. Remis au Congrès américain et au gouvernement philippin, ces documents sont à l'origine de toute l'affaire. On ne brise en effet pas le mur du secret bancaire sans saisir les pièces là où elles se trouvent! On comprend l'inquiétude que manifesta aussitôt la brave *Neue Zürcher Zeitung*. L'un de ces documents prouvait le versement de pots-de-vin par Westinghouse à la famille Marcos pour décrocher le contrat d'une centrale nucléaire. 80 millions de dollars, montant révélé "par des banquiers qui ne se sentent manifestement pas liés par le secret bancaire" et qui ont été versés en Suisse, ce qui "pourrait avoir de délicates implications pour la Suisse" (NZZ, 15.3.86).

Ce n'était que la pointe de l'iceberg. Sur les 5 à 10 milliards de

dollars de fortune attribués à Marcos, la "part du lion des avoirs bancaires se trouve en Suisse" disait-on bientôt à Manille. Les chiffres ont varié jusqu'ici entre 800 et 1500 millions. Démenti par les banques et même par le Conseil fédéral, qui a répondu au parlement que ces montants devaient être "massivement corrigés à la baisse", ils ont été répétés par le procureur philippin José Y. Lauchengco devant un tribunal de Los Angeles.

Obstructions helvétiques

Reste à prouver, répètent les banquiers suisses. Mais leur nervosité est montée d'un cran dès que le Conseil fédéral — chose rare — a décidé de bloquer les fonds de Marcos en Suisse, le 25 mars 1986, levant la mesure un mois plus tard lorsque le gouvernement philippin a déposé une demande d'entraide judiciaire en bonne et due forme.

Cette intervention du Conseil fédéral était dictée par le climat politique: Reagan voulait montrer comment il déboute un dictateur "en douceur", on lui a donné un coup de main. La Suisse ne l'a pas fait pour les avoirs de Somoza que le Nicaragua a cherché à reprendre! Cette intervention fédérale a provoqué la colère des banquiers. Alfred E. Sarasin, président sortant de l'Association Suisse des Banquiers, vient de le répéter devant son congrès de Lucerne: "Lancer les pompiers sur de prétendus incendies n'a eu que des effets nuisibles et nous force à reconstruire la confiance quelque peu ébranlée dans le monde". En clair, les banquiers reprochent au Conseil fédéral d'avoir agi sur simples "soupçons", non démontrés, et d'avoir ainsi aidé à ouvrir l'enquête. Quant à "reconstruire la confiance", on comprend ce que cela signifie: colmater la brèche, faire obstruction.

L'affaire Marcos va ainsi assurer quelques bonnes années de travail à une belle brochette d'avocats. Les demandes d'entraide judiciaire déposées dans les cantons de Genève, Fribourg, Zurich et Bâle (où Marcos a des fonds), entraînent en procédure. En même temps, des bruits circulent sur un "accord à l'amiable" par lequel Marcos accepterait de verser 213 millions de dollars, déposés sur un compte zurichois, pour terminer l'affaire. Encore une vieille méthode de banquiers suisses.

Salvioni dénonce le scandale

C'est dans ce contexte de lentes procédures et d'obstructions qu'il faut sans doute comprendre le "coup" porté ces derniers jours par l'un des trois avocats suisses qui défendent le dossier du gouvernement philippin, Sergio Salvioni, qui menace de dévoiler un scandale "plus grave que Chiasso"⁴.

L'intérêt des révélations de Salvioni tient à l'angle d'attaque choisi.

Le montant mis en cause est minime: 20 millions de dollars sur les 800 et plus estimés. Mais il prend les banquiers à leur point faible. Depuis le scandale de Chiasso, ils ont dû accepter de signer une Convention de diligence par laquelle ils s'engagent à ne pas accepter des fonds de personnes douteuses. Cette Convention vient à échéance l'an prochain et la Banque Nationale ne veut plus la signer, tant elle est notoirement inefficace. Tout est en effet prévu pour la contourner: il suffit de passer par des avocats et hommes de paille "connus de la banque et respectables" pour que l'argent arrive à bon port sans que la banque se soit "sali les mains". Jovito Salonga, dans son entretien à la *Schweizer Illustrierte*, en citait toute une série, dont l'ancien ambassadeur de Marcos au Japon, Roberto Benedicto, qui, de sa fonction, a fait passer de l'argent sur des comptes suisses.

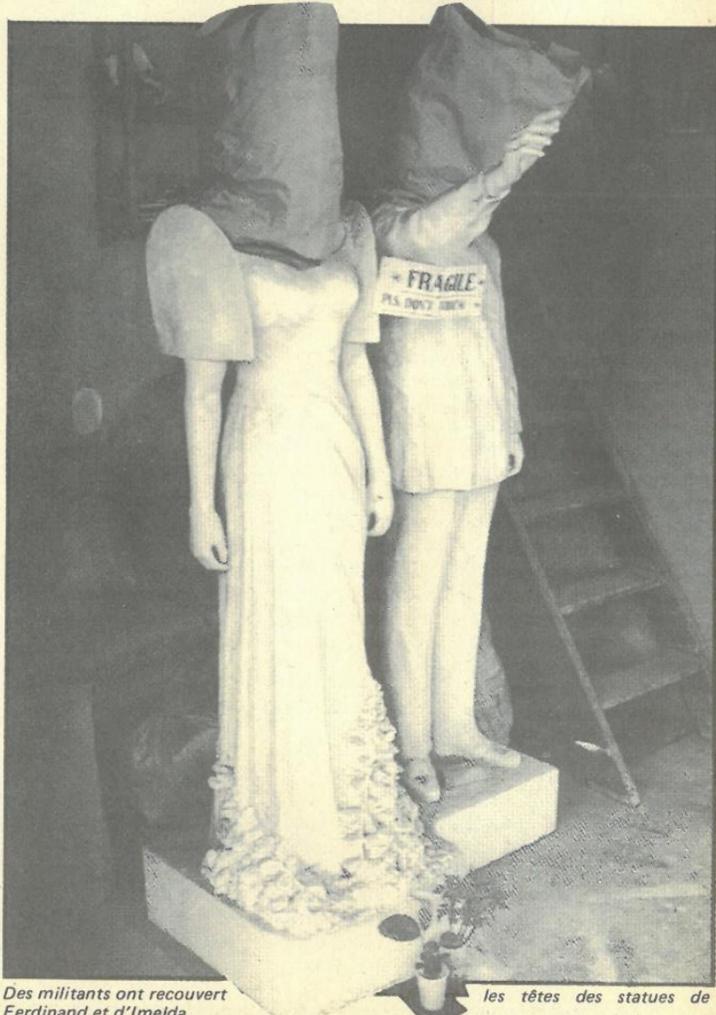
Les banquiers suisses se sont toujours cachés derrière cette entourloupette pour faire valoir leur bonne foi. Or ce que révèle Salvioni les prend à leur piège. Un respectable banquier genevois, Jean-Louis Sunier de la "Société de Banque Suisse", a lui-même conseillé à "Son Excellence" le président Marcos de déplacer ses avoirs genevois dans

une fondation au Liechtenstein et une entreprise panaméenne pour se soustraire à la loi sur l'entraide judiciaire adoptée par la Suisse en 1983. Alfred Sarasin, devant le congrès de l'Association Suisse des Banquiers, avait vertement pris à partie Salvioni, sous les applaudissements du parterre, le défiant de prouver ses dires sans quoi ce serait "scandaleux". En publiant ses révélations à la *Schweizer Illustrierte* (6.10.86), Salvioni lui a tout aussi directement répondu: "Monsieur Sarasin sait-il que ceux qui l'ont applaudi savent pertinemment qu'ils ont massivement enfreint la Convention de diligence?"

Il le sait, bien sûr. C'est pourquoi la guerre des nerfs est engagée. De là à restituer au peuple philippin ce qui lui appartient, il faudra cependant encore davantage. Le secret bancaire est tenace...

Michel Thévenaz

1. *Schweizerische Handelszeitung*, 4 octobre 1984.
2. *Schweizerische Handelszeitung*, 3 mai 1984.
3. *Bilanz*, mai 1984.
4. Scandale du Crédit Suisse en 1977 qui a ébranlé le système bancaire suisse (même si la perte a aussitôt été couverte sur les réserves...).



Des militants ont recouvert les têtes des statues de Ferdinand et d'Imelda.

La révolution de 1956 vue par un opposant hongrois d'aujourd'hui:

LE PEUPLE AVAIT RAISON

Suite à notre dernier dossier consacré à la révolution hongroise de 1956 (voir *La Brèche*, no 371, 4 octobre 1986), nous publions ci-dessous l'interview d'un opposant ayant vécu de près les événements. Gyorgy Krasso a participé activement à la révolution de 1956 dans son pays et a été emprisonné durant plusieurs années après l'écrasement des conseils ouvriers. Il est aujourd'hui encore membre de l'opposition en Hongrie. Il a été interviewé par les jeunes rédacteurs de la revue *Samizdat* hongroise *Hirmondo* à propos de 1956.

Hirmondo: Imre Nagy et son groupe étaient-ils les dirigeants de la révolution?

G. Krasso: Personne n'a ni prévu, ni organisé la révolution qui a éclaté — en fait elle n'était rien moins qu'organisée — et c'est sans grand enthousiasme qu'ils ont suivi le déroulement des événements. (...) Imre Nagy a cherché à freiner le mouve-

ment populaire (...). Les révisionnistes étaient la seule force politique plus ou moins organisée. Aussi ont-ils pris la direction de la révolution — du moins sur le plan gouvernemental et politique — en quelques jours (...).

* Et qui avait raison d'après vous? Les réformistes ou ceux qui suivaient une tactique révolutionnaire?

— (...) La révolution est issue de la logique des événements et absolument personne, du moins avant le 23 octobre, n'était porteur d'une tactique révolutionnaire. Les réformistes avaient de bonnes raisons de croire qu'il était possible, après le départ des Soviétiques d'Autriche en 1955 et après le XXème Congrès du PCUS, de procéder à une "déstalinisation" pacifique, mais qu'il n'existait pas de perspective pour un tournant global (...).

Je crois que les révisionnistes qui parlaient toujours tant "du peuple" n'ont jamais cru en lui (...). Le mouvement communiste a toujours eu un caractère élitiste. Même quand les communistes, de temps en temps, se tournaient vers l'action spontanée des masses, ils les considéraient toujours avec méfiance. Ils craignaient toujours que cette action ne prenne une orientation différente de celle qu'ils lui avaient assignée (...).

D'un autre côté, les masses avaient des raisons de ne voir

qu'une nouvelle manipulation dans le programme des réformistes. Imre Nagy ayant pris la place de Rakosi et de Geroe, rien n'empêchait, en fin de compte, que les choses reviennent à l'ordre antérieur. C'est la raison pour laquelle, même après les changements qui résultaient directement de leur action armée, elles n'ont pas déposé les armes. L'exemple de Gomulka et l'histoire des quinze dernières années — les réformes menées du sommet en Tchécoslovaquie, le destin de la "révolution autolimitée" en Pologne, me confortent dans l'idée que le peuple avait raison (...).

* En 1983, des cercles d'exilés hongrois ont demandé au gouvernement de dévoiler l'emplacement des

tombes des participants à la révolution qui furent exécutés par la suite. Qu'en pensez-vous? Pensez-vous que le gouvernement hongrois pourrait réhabiliter Imre Nagy et ses co-inculpés?

— Je soutiens pleinement cette initiative. Il faut qu'un nom soit inscrit sur ces tombes. Il faut que l'identité de ceux qui reposent là soit rendue publique, non seulement par décence et par respect pour eux, mais, ce qui devrait peser encore davantage, parce que notre loi interdisant la profanation de la mémoire des morts l'exige.

Mais je ne pense pas que les autorités hongroises le fassent, à moins d'une pression internationale de grande ampleur. Les dernières

requêtes émanant de l'entourage des suppliciés ont, à ma connaissance, été rejetées. En cédant on pourrait provoquer une réaction en chaîne: l'identité et le nombre de ceux qui ont été exécutés il y a 25 ans pourrait apparaître, et il y en a eu un très grand nombre. Ce n'est pas la seule raison de ces refus. Il me paraît très peu vraisemblable que les suppliciés puissent être réhabilités. Ce sont encore ceux qui ont exercé la répression, ou qui l'ont laissée s'accomplir, qui trônent au pouvoir. Je crois que seule la nation hongroise elle-même peut modifier le destin de la section 301 du cimetière de Rakoskeresztur (où sont enterrées les victimes de la répression, réd.).



Budapest, novembre 1956.



Imre Nagy, à la tête du gouvernement qui sera écrasé le 4 novembre 1956 par les chars soviétiques.

ment populaire (...). Les révisionnistes n'étaient pas des révolutionnaires: c'étaient des réformistes. Cela s'applique aussi bien à leurs objectifs qu'aux moyens qu'ils employaient. Ils voulaient venir à bout de la clique Rakosi-Geroe et de la base sur laquelle elle s'appuyait. Ils voulaient améliorer le système, le rendre plus attrayant, plus démocratique, lui donner un sens, mais ils n'avaient pas réglé leurs comptes avec les principaux dogmes du parti (...). Ils souhaitaient davantage de liberté politique, mais dans le cadre du système du parti unique — ou du moins d'un système préservant le rôle dirigeant du parti communiste. Ils auraient réduit la dépendance de la Hongrie à l'égard de l'URSS, mais ils auraient maintenu le pays dans la sphère d'influence soviétique (...).

De plus, leurs méthodes n'étaient pas révolutionnaires. Ils voulaient prendre la direction du parti. Ils n'avaient pas voulu porter les problèmes politiques dans la rue (...).

La IV^e Internationale et la révolution hongroise :

La voie de la révolution politique

Dès les événements de Poznan en Pologne en juin 1956, la IV^e Internationale s'est placée sans hésiter aux côtés des travailleurs des démocraties populaires qui entendaient mener à bien la déstalinisation avec leurs instruments de classe. Elle vit dans le développement des Conseils ouvriers révolutionnaires en Hongrie (cf. *La Brèche*, no 371, 4 octobre 1986) la voie que devait suivre la révolution politique dans les pays post-capitalistes, comme le montrent les extraits d'un article de M. Pablo, publié dans la revue *IV^e Internationale* de mars 1957.

"L'importance internationale de la révolution hongroise se situe plus particulièrement sur le plan de l'organisation du pouvoir prolétaire et du sens de la démocratie politique prolétarienne (...). En effet, à l'encontre de l'expérience des Conseils Ouvriers de gestion des entreprises favorisés par la direction titiste en Yougoslavie, ou des Conseils Ouvriers analogues sur lesquels s'efforce de se baser actuellement Gomulka, les Conseils ouvriers hongrois se sont vite structurés en tant qu'organes de pouvoir éminemment politique.

Pour arriver à remplir cette fonction, ils se sont articulés verticalement, s'élevant du plan local et régional au plan national et se sont attribués des fonctions spécifiques politiques en combinant pouvoir législatif et exécutif.

La révolution hongroise n'a pas été simplement marquée par l'existence des Conseils locaux de caractère administratif local, mais par

des conseils régionaux et par le Conseil National Central de Budapest qui agissaient tous, chacun sur son plan, en tant qu'organes d'un nouveau pouvoir politique.

C'est-à-dire que, spontanément, la classe ouvrière hongroise, dirigée par des cadres révolutionnaires de base a construit durant son essor révolutionnaire un appareil soviétique d'Etat. Cette conquête a une importance théorique et pratique capitale pour le mouvement révolutionnaire international, car elle donne la réponse de base à ce que doit être le cadre constitutionnel pour le véritable Etat ouvrier, durant la période de transition du capitalisme à l'achèvement du socialisme (...).

Dans ce nouveau cadre constitutionnel qui assure à la fois le caractère et la sécurité d'un régime prolétarien, débarrassé de sa bureaucratie, il s'agissait ensuite d'assurer et de garantir le fonctionnement d'une véritable démocratie politique pro-

létarienne. La révolution hongroise a franchi même cette étape.

Elle l'a fait en formulant spontanément, par la voix de plusieurs conseils ouvriers, la demande que soit reconnue la légalité de tous les partis se plaçant dans le cadre constitutionnel des conseils et de défense des conquêtes sociales antérieures: les nationalisations et la réforme agraire. C'est là un autre point culminant de la Révolution hongroise. En effet, il ne suffit pas d'avoir des Conseils, des Soviets; il est aussi nécessaire de les faire vivre en les nourrissant politiquement. Or, on ne peut nourrir politiquement les Conseils sans permettre, sans légaliser, toutes les tendances politiques qui existent dans la classe et, par conséquent, dans leur sein également.

(...) En Hongrie, l'activité révolutionnaire des masses a franchi une étape élevée, en ébauchant la structure soviétique de l'Etat ouvrier et en réanimant le fonctionnement de la véritable démocratie prolétarienne aussi bien au niveau de l'Etat que du parti.

Les prolétaires et les révolutionnaires du monde entier se mettront à l'école hongroise pour tirer tous les enseignements d'une expérience révolutionnaire inégalée."

Salvador :

Proposition de négociation



Evacuation par l'armée de réfugiés salvadoriens.

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la proposition de dialogue du FMLN-FDR (Front Farabundo Martí de libération nationale - Front démocratique révolutionnaire) présentée le 10 juillet dernier (la traduction et les intertitres sont de la rédaction). Les réunions préliminaires de Mexico et de Panama de cet été n'ont pas été suivies de la troisième rencontre prévue. En effet, lors de la dernière réunion de Panama, le FMLN avait demandé un cessez-le-feu et la démilitarisation de la région de Sesori (où devait se tenir la rencontre au Salvador) afin de garantir des conditions minimales de sécurité. La réponse de Duarte n'a pas tardé. Trois jours après, Sesori est occupé militairement par les forces armées salvadoriennes. Et Duarte fit tout seul son show de "celui qui voudrait bien dialoguer". Mais personne ne s'y est trompé. Le 4 octobre,

150 000 personnes descendent dans les rues de San Salvador pour exiger du gouvernement qu'il mette en place les garanties d'un véritable dialogue national avec le FMLN-FDR.

* UN DOCUMENT DU FMLN-FDR *

« **L**e FDR-FMLN déclare :
 * Nous sommes disposés à participer à un dialogue national avec toutes les forces politiques et les secteurs intéressés par une solution politique - patriotique et démocratique - au conflit que vit notre pays, en vue de conquérir la paix, la justice et la dignité auxquelles aspire le peuple salvadorien.
 * Nous nous engageons à dialoguer avec tous les secteurs sans faire de distinction de caractère social, politique et idéologique, entre les civils et les militaires qui sont véritablement intéressés à l'élaboration d'un projet de solution politique et à lutter pour en faire une réalité. (...)

Solution entre Salvadoriens

La solution doit être cherchée et conclue entre Salvadoriens.

* Elle devra absolument rétablir la souveraineté et l'indépendance nationales. C'est seulement ainsi que le peuple salvadorien aura l'assurance d'exercer le droit à l'autodétermination et à la pratique de la démocratie en vue de décider de son propre destin. (...)

* La solution politique doit résulter d'une participation pluraliste, tant dans son élaboration que dans son application. Le régime qui naîtra de cette solution devra également être le garant du pluralisme idéologique et politique.

* Pour assurer et garantir l'accomplissement de la solution politique, le gouvernement devra être réorganisé. Il devra intégrer les représentants de tous les secteurs, au travers des partis, organisations, personnalités et autres formes de représentation. Seuls seront exclus ceux qui refusent la solution politique. (...)

* L'ample participation de tous les secteurs dans le gouvernement sera garantie. (...) Le FDR-FMLN sera une des composantes de ce gouvernement.

* Le gouvernement aura un caractère transitoire et accomplira les tâches élémentaires définies dans la solution politique, dont notamment l'organisation d'élections honnêtes et libres afin que le peuple puisse décider lui-même le chemin qu'il

entend suivre et qui exercera le pouvoir.

* Nous aspirons à exercer le pouvoir, et ceci est une aspiration légitime pour laquelle nous luttons. Dans le cadre d'une solution politique juste, et une fois remplies les conditions permettant des élections libres et honnêtes, nous y participerons. Ce serait une manière de rétablir ce qui a été corrompu par la dictature, nous obligeant à mener une guerre révolutionnaire qui, sans aucun doute, se poursuivra si le gouvernement des Etats-Unis bloque la solution politique. (...)

Cessez-le-feu

* Afin de contribuer à ce que le gouvernement mette sur pied les moyens convenables pour l'élaboration d'une solution politique, un cessez-le-feu est indispensable. (...)

* Une fois le cessez-le-feu déclaré, le FMLN et les forces armées du gouvernement maintiendront leurs armées respectives. Dans le cadre du gouvernement qui surgira, on cherchera une solution négociée au problème de l'existence des deux armées. Le FMLN s'engage à participer de toute bonne foi à ces négociations.

* La solution politique tiendra compte des exigences de justice sociale, du respect des intérêts économiques de tous les secteurs impliqués dans cette solution. Pour ce faire, le gouvernement appliquera les mesures suivantes :

- supprimer les mesures du "paquet économique" qui s'attaquent directement aux intérêts de la majorité;

- mettre en route des réformes fondamentales et concertées dans le cadre du dialogue national, en particulier la réforme agraire, du système bancaire et du commerce extérieur. La réforme agraire doit résoudre le problème de la terre en faveur des majorités travailleuses ainsi que des petits et moyens agriculteurs. (...);

- respecter le droit à la propriété privée et à la libre entreprise de tous ceux qui s'engagent dans la solution politique avec les limitations découlant des projets de réformes;

- développer un système d'économie mixte combinant, de diverses façons, l'entreprise et la propriété privée avec l'entreprise et la propriété sociale de l'Etat.

Démocratie et droits de l'homme

* La solution politique doit déboucher sur un processus authentique de démocratisation et sur le rétablissement du respect des droits de l'homme afin de garantir :

- la fin de la répression et des violations des droits de l'homme sous toutes ses formes;

- le démantèlement effectif des appareils répressifs violant les droits de l'homme;

- le retour des populations déplacées et réfugiées dans leur lieu d'origine;

- le respect absolu de toutes les libertés et droits démocratiques, individuels et collectifs;

- la création de conditions structurelles et politiques permettant de réaliser des élections générales libres et honnêtes ainsi que l'organisation pratique de celles-ci.

* Le gouvernement qui surgira de la solution négociée assumera une politique régionale de paix, de non-intervention, d'autodétermination et d'indépendance. Il devra également encourager des solutions politiques aux conflits de la région centro-américaine et forger des relations souveraines avec tous les Etats, (...)

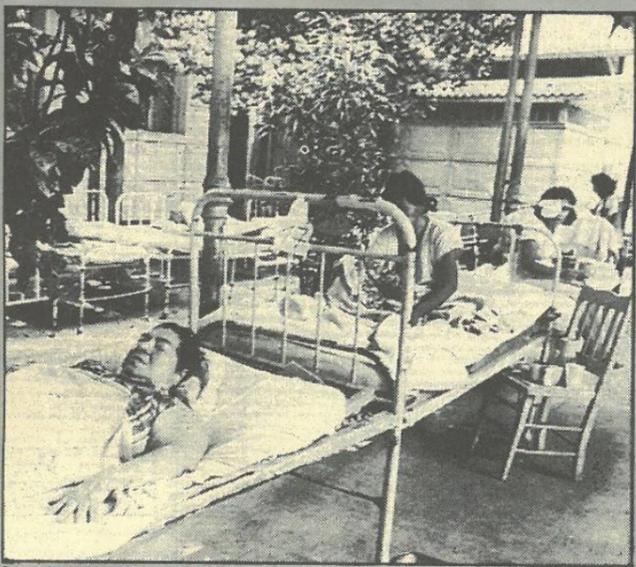
* Il facilitera des relations amicales et de collaboration mutuelle avec les Etats-Unis, basée sur l'égalité des droits, le respect réciproque, la souveraineté et l'indépendance nationales.

En formulant cette déclaration, nous sommes conscients de notre responsabilité face au peuple et à toute la nation. Nous assumons en promouvant un dialogue national fructifiant. Nous avançons cette contribution avec les propositions antérieures, les présentant comme une base de discussion et de construction d'une solution politique qui permettra de sortir de la profonde crise nationale. (...)

Nous répétons notre volonté de paix et notre confiance dans la capacité de lutte de notre peuple, démontrée tout au long de la guerre. Nous exprimons également notre décision de continuer la lutte au cas où l'intervention américaine bloquerait la solution politique à laquelle aspirent notre peuple et notre front.

El Salvador, 10 juillet 1986 >>>

APPEL D'AIDE



Les victimes du tremblement de terre ne trouvent plus de place dans les hôpitaux.

Après le tragique tremblement de terre qui a secoué le Salvador, le FMLN a immédiatement décrété un cessez-le-feu unilatéral. Duarte l'a rejeté et le pays est aux mains de l'armée. Duarte maintenant en appelle à l'aide de tous les pays. Mais cette aide, indispensable et nécessaire, risque bien de ne pas profiter à ceux qui en ont le plus besoin.

Lorsque S. Triqueros, ambassadeur du Salvador au Honduras, déclare que "ce tremblement de terre est le désastre le plus grand dans l'histoire moderne de notre pays" (El País, 13 octobre 1986), il oublie de parler d'autres désastres, peu naturels ceux-là : la guerre qui a déjà fait plus de 60 000 morts et un million et demi de réfugiés, les bombarde-

ments massifs contre la population civile en recrudescence depuis janvier 1986. Le gouvernement américain continue du reste à financer à coup de 1,5 million de dollars par jour cette guerre meurtrière.

Le Secrétariat Amérique centrale et les comités locaux lancent un appel à la solidarité en faveur des victimes du tremblement de terre. L'aide récoltée sera versée directement aux victimes par le biais des organisations de masse, des comités de réfugiés, de défense des droits de l'homme et des communautés de base.

Versez vos dons au CCP 12-16154-1, Fonds de solidarité avec El Salvador, Genève; mention "tremblement de terre".
 Julia Sanchez



LES NOUVEAUX VAMPIRES

Amie lectrice, ami lecteur, le nouveau membre de la rédaction de votre journal préféré a été chargé de faire la critique d'un livre. Il l'a donc lu. Son titre? *Marchands de sang*. On vous le recommande non seulement parce qu'il est utile et nécessaire de découvrir tout ce que comporte notre société dite libérale, mais aussi pour soutenir les éditeurs marginaux ayant le courage d'une production qui ne fait la une ni des gazettes ni des vitrines.

Or donc, nous sommes dans une société où tout peut être source d'un profit. On aurait

pu imaginer pourtant que le sang humain, nécessaire pour sauver d'autres humains, échapperait à cette règle. La réponse n'est pas cachée plus longtemps: c'est non! Des entreprises agissant pour le compte des plus grands groupes pharmaceutiques achètent le sang des pauvres de notre planète afin de le transformer et de le revendre avec de substantiels bénéfices.

A partir d'un thème d'apparence anodine, nous tombons au milieu des contradictions de

notre société. Contradictions de classes tout d'abord: le sociologue anglais Ridas Titmuss déclara en 1970 que le système de la collecte commerciale du plasma équivalait à une redistribution du sang des pauvres dans les veines des riches: "L'histoire de la plasmaphérese commerciale peut se lire comme une suite de scandales, comme le récit de l'exploitation éhontée du corps humain par une industrie en plein boom ne contrôlant plus sa voracité". (Page 99).

250 000 litres par année

Et, ce n'est pas voulu on le jure, nous retombons en plein Nicaragua. En 1971, un ancien exilé cubain, Ramos, crée une société à Managua pour collecter le sang des déshérités et le commercialiser aux USA avec l'appui de Somoza, toujours prêt à arrondir ses fins de mois. "Le Centro Plasmaféresis disposait de 150 couchettes réparties sur plusieurs étages. Environ 400 personnes y travaillaient. On y recevait quotidiennement jusqu'à 1000 donneurs. La collecte y atteignait environ 20 000 litres par mois et jusqu'à 250 000 litres par année. En 1974, chaque donneur s'y est fait prélever en moyenne 72 litres". (Page 51). Et l'avis d'un donneur: "Voyez-vous, c'est la pauvreté qui me contraint à vendre mon sang. J'ai besoin d'argent, c'est pourquoi je reviens toujours ici. Je ne trouve que rarement du travail et j'ai un frère malade à ma charge. J'ai froid et je tremble, parfois de tout le corps. On se sent faible. Chaque fois qu'on passe ici, on se sent plus faible. J'ai perdu pas mal de poids. Quand on donne son plasma, on a l'impression de se vider. Vos forces disparaissent, on se

sent réellement épuisé. Les propriétaires du centre ne se soucient que d'une chose: que les gens viennent et leur laissent leur plasma. La manière dont vous vivez ne les intéresse pas, nous leur sommes absolument indifférents. Il est difficile de croire qu'il s'agit de médecins. Même si on crevait, ils ne nous prêteraient aucune attention". (Page 52).

Pedro Joaquim Chamorro, directeur du seul journal d'opposition, fit des articles en 1977 dénonçant le centre de Ramos. Et c'est certainement celui-ci qui paya, avec l'accord de Somoza, les tueurs qui l'assassinèrent en 1978, événement qui marqua l'ouverture de la dernière phase de la dictature somoziste. La foule, après l'enterrement, détruisit le centre de Ramos et mit fin au marché du sang au Nicaragua. Depuis, Ramos prospère à Belize et alentour...

Les plus pauvres

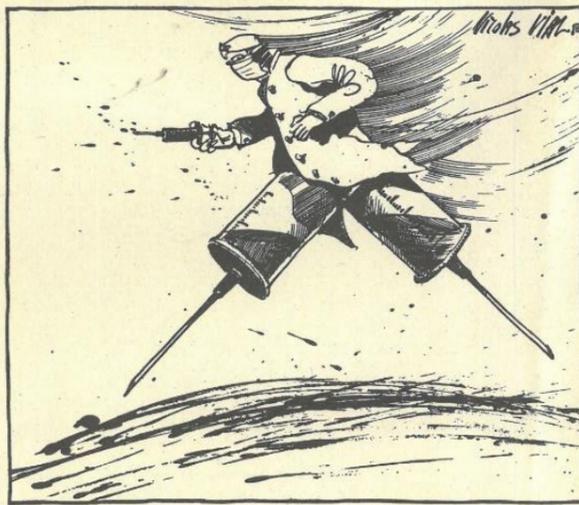
Les pays les plus pauvres représentent les marchés de prédilection pour ce sinistre commerce. Tels Haïti, le Zaïre

ou l'Inde. Sur les 12 à 13 millions de litres de plasma sanguin traités chaque année dans le monde, 10 millions le sont par les sociétés commerciales, qui l'achètent là où on le trouve le plus facilement et où son prix est le plus avantageux. Ceci implique une hygiène toute relative, l'utilisation de donneurs à hauts risques, et de fermer les yeux sur les possibilités de transmission de virus (hépatite ou SIDA).

A l'heure où certains tentent de vanter leur camelote libérale, ou d'autres font campagne pour certains droits de l'homme riche pour mieux oublier tous les droits fondamentaux bafoués dans notre monde, un livre comme *Marchands de sang* permet de remettre certaines illusions au rancart. Ce livre concerne ceux qui veulent connaître notre civilisation telle qu'elle est, en même temps que tous ceux qui peuvent fréquenter un jour un hôpital.

Voilà. A la prochaine. J'espère.

Marcel



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LAUSANNE et environs

Théâtre Municipal
ma 21, me 22, je 23 oct.: le Théâtre Populaire Romand (TPR) présente *Antigone*, tragédie de Sophocle, version d'André Bonnard. Mise en scène de Charles Joris. (021) 20 10 41.

CHUV, Hall des auditoires, rez-de-chaussée (niveau 8),
du 16 oct. au sa 31 janvier 1987, tous les jours ouvrables de 08h à 19h45 et le di de 13h à 19h45: la Fondation Claude Verdan - Musée de la Main de l'Homme - présente l'exposition *La main et le cerveau en neuropsychologie*. Entrée libre.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon
En octobre: un remarquable programme de FILMS GRECS et de films de John HUSTON. Par exemple *Le voyage des comédiens*, de Theo Angelopoulos (Grèce, 1975), chef-d'œuvre exemplaire du cinéma moderne, me 22 oct., 18h30, lu 27, 18h30, je 30, 15h. Rens.: (021) 23 75 56.

Dans les cinémas de Lausanne, à la Cinémathèque et au Cinéma de la Grande Salle à Chexbres, les ve 31 oct., sa 1er et di 2 nov.: FÊTE DU CINÉMA. Un tas de films et toutes les places à Fr. 6.-.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes
ve 24 oct., dès 17h: Kermesse de Terre des Hommes. Salle Paderewski, 20h30: soirée jazz. Quintet

François Lindemann. Duo avec François Lindemann (piano) et H. Affolter (guitare). Fr. 18.-.
sa 25 oct., dès 09h30, Salle des fêtes, stands. 15h, Salle Paderewski, Jacky Lager chante pour les enfants. Fr. 5.-. 20h: musique latino-américaine avec Martina Portocarrero, chanteuse péruvienne, et William Fierro. Fr. 18.-. di 26, dès 14h, au Cinématographe: films pour les enfants. 17h, Salle Paderewski: Philippe Cohen, dans "Le Cid improvisé". Fr. 18.-.

Dolce Vita, 30, rue César-Roux
je 23 oct., dès 20h30: *Nuit du court métrage*, organisée par COURT TOUJOURS. Fr. 8.-.

Théâtre Boulimie, 1, place Arlaud
du lu 20 au sa 25 oct., 20h45: *Les Cambridge Buskers* (David Ingram et Michael Copley). Deux artistes fous de musique et fous d'humour à la verve iconoclaste. (021) 22 97 00.

Théâtre Onze, 11, rue des Deux-Marchés
Dès le 23 oct., et pendant un mois: sept spectacles, dont quatre créations. Du je 23 au sa 25 oct.: Sheryl Sutton présente "The TV Of You in it", une création jouée et dansée. Du ma 28 au ve 31 oct.: Mathieu François joue en solo "Le jardin de Tchekov". Suite du programme dans la prochaine brèche. (021) 22 00 43.

Librairie-Galerie Basta, 4, Petit-Rocher
jusqu'au sa 1er nov.: Hannelore Preis, lithographies.

LA CHAUX-DE-FONDS

Théâtre de Beau-Site
du je 30 oct. au ve 7 nov.: le Théâtre Populaire Romand (TPR) présente *Antigone*, tragédie de Sophocle, version d'André Bonnard. Mise en scène de Charles Joris. Relâche lu 3 nov. Rens., loc.: (039) 23 05 66.

BIENNE Théâtre de Poche
ve 24 oct., 20h30: l'Oreille-Art présente *Poèmes et chansons de Pologne et d'ailleurs* - Marek Mogilewicz - Elsbeth Philip. Quelques regards lucides, sans concession, pour nous rappeler la Pologne opprimée. Rés.: Librairie Plexus, 40, rue Centrale, (032) 23 25 01.

YVERDON L'Echandolle, Château d'Yverdon
jusqu'au di 9 nov., ma, je, ve et sa à 20h30; me et di à 19h (relâche lundi): au Théâtre de l'Echandolle, en coproduction avec la Comédie de Saint-Etienne, création du spectacle *Enchaînés*, d'Eugène O'Neil. Mise en scène Françoise Petit; décors Jean Bauer. Avec Anna Prucnal, Jean-Claude Durand, Martine Logier. Loc.: (024) 21 01 21.

ET sur vos écrans, un film merveilleux: *Round Midnight* (Autour de minuit), de Bertrand Tavernier.

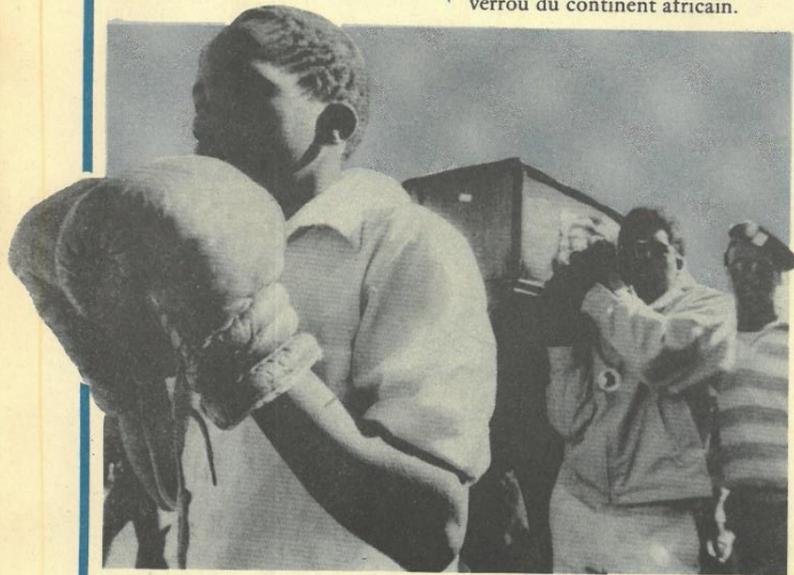
Afrique du Sud :

BOYCOTT ET GRÈVE

Les deux chambres du Parlement américain viennent d'infliger à Ronald Reagan une sévère correction. 79 o/o des députés, dans chacune des deux chambres, exigent que leur pays impose des sanctions contre l'Afrique du Sud. 66 o/o suffisaient pour passer outre le veto présidentiel. La "loi contre l'apartheid" est adoptée. Le texte que confirment les deux chambres, et sur lequel elles se sont mises d'accord le 12 septembre, est dû à Richard C. Lugar, sénateur républicain de l'Indiana, président de la puissante Commission des Affaires étrangères du Sénat. Cette loi exprime la volonté de la bourgeoisie américaine d'assurer aux "Etats-Unis une position plus crédible lorsque les Noirs prendront le pouvoir en Afrique du Sud."¹

Samedi 4 octobre, le Black Caucus, le regroupement organisé autour de la fraction noire de la députation démocrate à la Chambre des Représentants, clôturait à

liens historiques avec l'Afrique. Sa décision en faveur des sanctions exprime sa conscience aiguë d'une nouvelle stratégie impérialiste pour l'Afrique du Sud, verrou du continent africain.



Washington les travaux de son 16^e congrès annuel.

"Cette convention, conclut John Conyers, élu du Michigan, se consacre à un problème, comment sortir du racisme. Tout récemment le vote du Sénat a érigé en loi de ce pays l'action du Congressional Black Caucus, contre les objections présidentielles selon les vœux du peuple américain." (International Herald Tribune, 6 octobre 1986) Pour les 8000 participants à cette conférence, les questions prioritaires sont l'emploi, l'éducation, les problèmes de la communauté noire, le droit pour ses membres d'être des citoyens à part entière. Le reaganisme, c'est aussi une longue suite de sanctions contre les Noirs américains : le chômage, l'analphabétisme, la maladie et la misère des ghettos.

La classe politique américaine ne peut ignorer le vote noir. Au-delà de celui-ci, elle craint l'activité politique de la communauté noire. Plus qu'aucune autre, la bourgeoisie américaine est confrontée à cette question par ses

"Changement dans le calme"

A la veille du vote du Sénat, le Washington Post publiait une prise de position signée par le sénateur Lugar, président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat US, et la sénateur Nancy Landon Kassebaum, également républicaine, présidente de la sous-commission des affaires africaines. Pour une initiative diplomatique tripartite en Afrique du Sud est le titre de cette nouvelle ligne politique qui sanctionne l'échec de l'engagement constructif reaganien. En voici quelques extraits : "En tant que deux sénateurs qui se sont efforcés de collaborer avec l'administration sur cette question, nous croyons fermement et avec regrets que les intérêts à long terme de l'Amérique dans l'Afrique tout entière rendent essentiel de passer outre le veto présidentiel (...) faute de quoi nous serions perçus comme des défenseurs de l'apartheid (...) Le vrai but politique, c'est aider la venue d'un changement dans le calme."

Le vote du Sénat avait à peine confirmé ce point de vue que Ronald Reagan communiquait qu'il avait reçu le message cinq sur cinq : "Les Etats-Unis doivent prendre des mesures positives qui encouragent un changement politique dans le calme."

Voilà qui est plus facile à dire qu'à faire.

Mais une question s'impose. Après un an de manœuvres dilatoires, que s'est-il donc passé qui contraigne la bourgeoisie américaine à jeter l'éponge, à "lâcher" Botha ?

Un bilan d'échec

Depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 12 juin dernier, il ne se passe plus un jour sans répression accrue. Les listes des disparus s'allongent ; soldats, policiers en armes sont de faction dans les salles de classe. De nombreux généraux de Botha présentent ces mesures comme les préparatifs d'un assaut qui établira la paix des cimetières. P.W. Botha vient d'affirmer que le Group Areas Act, l'un des piliers de la législation raciste qui assigne des zones d'habitation à chaque communauté raciale, serait maintenu, à quelques aménagements près.

Des aménagements ? Cyniquement, le général Magnus Malan, ministre de la Défense, en donnait le plus récent exemple. En mai dernier, les milices du Vieux Crossroads mettaient le feu au Nouveau Crossroads créant 70 000 sans-abri parmi les habitants de ce ghetto. Nous affirmions alors que ces hommes de main étaient des agents de l'apartheid. Le général Malan vient d'en apporter la preuve. Réunissant début octobre des responsables communautaires du Vieux Crossroads, il leur confirme que, comme promis, ils recevront le terrain qu'occupaient les "squatters" expulsés...

A l'heure où ce régime crépusculaire s'appête à vaciller dans l'horreur, les politiciens yankees, réalistes, le lâchent. Le fait de répandre le sang des peuples du monde ne les a jamais fait trembler. Mais après trois mois d'état d'urgence, ils ont fait le bilan et compris l'échec de cette politique : malgré la répression, la classe ouvrière s'est renforcée.

La grève la plus importante

325 000 mineurs sud-africains participèrent à la journée de grève du début octobre à la mémoire des 177 victimes de la négligence patronale à la mine Kinross, le 16 septembre dernier. La Chambre des mines proposait cinq minutes de silence et refusait de payer la

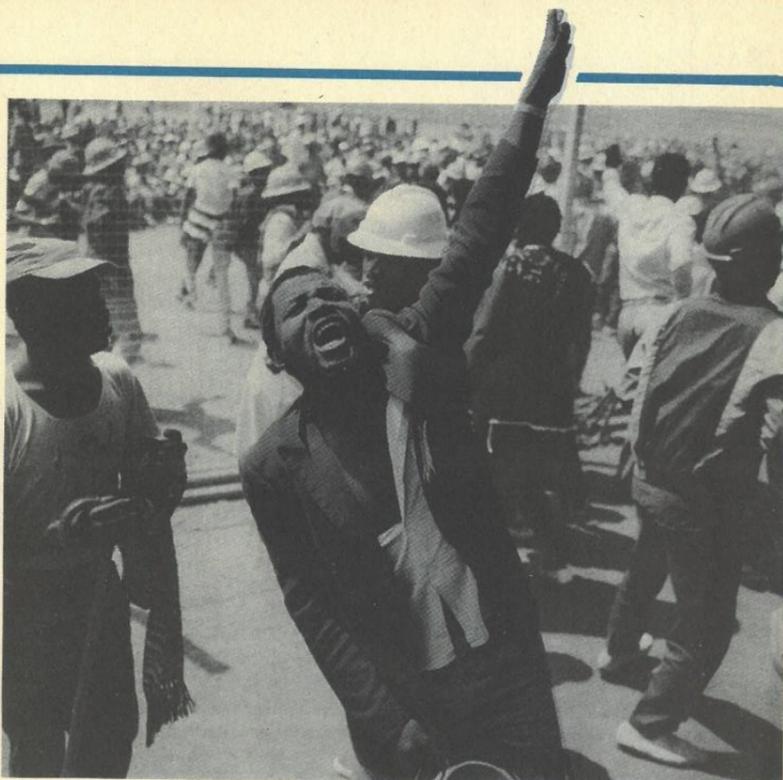
journée de grève. Peu importe, la mine sud-africaine connaissait la plus importante grève de toute son histoire. Par le pays, 275 000 travailleurs d'autres secteurs participèrent également à la journée de deuil et de commémoration du 2 octobre, imposant une heure, deux heures de débrayage pour assister aux services funèbres. L'Anglo American Corporation elle-même reconnaissait que la grève était totale dans ses mines d'or.

Le National Union of Mine-workers, le NUM, le plus puissant des syndicats de la jeune COSATU, s'avérait ainsi capable d'organiser une action à la hauteur de l'enjeu. Trois éléments permettront de l'apprécier à sa juste mesure.

La période où le patronat s'efforçait d'apparaître progressif, négociant avec les syndicats pour faire disparaître l'apartheid, est révolue. Le patronat n'a pas combattu l'état de siège ; il est apparu aux côtés du régime pour le soutenir. La classe ouvrière ne s'y est pas trompée. Le service funèbre est depuis deux ans la forme traditionnelle par laquelle les communautés noires commémorent les leurs abattus par la police ou l'armée.

Pleurant ses 177 morts, la classe ouvrière refuse et l'apartheid et l'exploitation qu'il impose. Aussi le centre de gravité de la protestation se déplace-t-il. Le lieu de culte était le seul espace du service funèbre ; maintenant la grève nationale en devient également un instrument. Le NUM, d'autre part, est engagé dans une longue négociation pour le prochain contrat, la Chambre des mines refusant les augmentations demandées. Associant revendications salariales et luttes pour la reconnaissance de l'identité de la classe ouvrière comme âme de la nation noire, le combat syndical stimule un immense progrès de la conscience noire.

Enfin, dans ces conditions, la répression a joué un sale tour à l'apartheid. Touchant l'ensemble



LES SANCTIONS adoptées par les Etats-Unis

- Interdiction de nouveaux investissements, de nouveaux prêts bancaires US à l'Afrique du Sud.
- Interdiction d'importer les matières premières sud-africaines suivantes aux Etats-Unis : acier, fer, uranium, charbon. Certains produits agricoles, de la nourriture, les armes, les munitions, les véhicules militaires produits en Afrique du Sud sont également interdits d'importation.
- Les liaisons aériennes entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud seront interrompues. Les avions sud-africains ne pourront plus se poser sur sol américain. Les accords de coopération aérienne entre les deux pays sont abrogés.

Ces mesures, beaucoup plus fermes que celles prises récemment par le sommet européen, ne menacent toutefois que 5 o/o des exportations sud-africaines. La coopération très étroite de l'Afrique du Sud avec Israël et Taiwan offre au régime de l'apartheid d'innombrables possibilités de les détourner. Enfin, comment le Parlement parviendra-t-il à imposer à l'administration reaganienne de les appliquer ? La question reste ouverte.

de la nation noire, elle a affaibli toutes ses communautés différentes. Mais malgré des milliers d'arrestations, elle n'a pu vider le syndicat, pas plus que les usines et les mines. Les patrons ont besoin d'ouvriers, même syndicalistes... Affaiblissant les communautés différentes, elle n'en fait ressortir qu'avec plus d'importance la grande communauté de la classe ouvrière.

Ainsi le mot d'ordre qui présidait en 1983 à la naissance de l'UDF (United Democratic Front), "one man - one vote" ("un homme, une voix"), devient-il aujourd'hui le mot d'ordre d'une classe ouvrière en lutte pour la démocratie.

Claude Leuwen

1. Robert Lawrence, expert en placements internationaux (Brookings institution economist) à Newsweek, 13 octobre 1986.



Manif d'étudiant(e)s à l'Université de Berkeley (USA) pour le boycott.